ETUDE : Les élections sénatoriales

E222803W

Plan de l'étude

- 1 . Synthèse
- 2 . Les conditions d'éligibilité, cas d'inéligibilité et d'incompatibilité
 - 2-1 . Les conditions d'éligibilité
 - 2-2 . Les cas d'inéligibilité
 - 2-2-1 . Les cas d'inéligibilité liés à la personne
 - 2-2-2 . Les cas d'inéligibilité liés aux fonctions exercées par la personne
 - 2-3 . Les incompatibilités
- 3 . Les modalités de l'élection
 - 3-1 . Préambule aux modalités de l'élection
 - 3-2 . La composition du collège électoral
 - 3-2-1 . Les règles générales
 - 3-2-2 . La désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants
 - 3-2-3 . Le tableau et la liste des électeurs sénatoriaux
 - 3-3 . Le contentieux
 - 3-4 . L'élection des sénateurs
 - 3-4-1 . L'élection dans les départements où sont élus deux sénateurs ou moins
 - 3-4-2 . L'élection dans les départements où sont élus trois sénateurs ou plus
 - 3-4-3 . Les élections partielles
- 4 . La période préélectorale
 - 4-1 . La déclaration de candidature
 - 4-1-1 . Le dépôt de la déclaration
 - 4-1-2 . Le contenu de la déclaration
 - 4-1-3 . Les incompatibilités et les interdictions
 - 4-1-4 . Les contentieux liés à la déclaration
 - 4-2 . La propagande et la campagne électorale
 - 4-2-1 . La propagande
 - 4-2-2 . Les interdictions et les restrictions
 - 4-2-3 . Les droits accordés aux candidats
 - 4-2-4 . Le financement de la campagne électorale
- 5 . Les opérations de vote et la proclamation des résultats
 - 5-1 . Le matériel mis à disposition par le bureau de vote
 - 5-2 . La procédure de vote
 - 5-2-1 . Le bureau de vote
 - 5-2-2 . Le déroulement du vote
 - 5-2-3 . À la suite du vote
 - 5-3 . La validité du vote
 - 5-4 . La proclamation des résultats
- 6 . Le financement des élections
 - 6-1 . Les dépenses et les recettes

6-1-1 . [Les dépenses](#)

6-1-2 . [Les recettes](#)

6-2 . [Les modalités de remboursement forfaitaire par l'État](#)

6-3 . [Le compte de campagne](#)

6-4 . [Le mandataire financier](#)

6-4-1 . [Les incompatibilités](#)

6-4-2 . [La déclaration](#)

6-4-3 . [Le rôle du mandataire financier](#)

7 . [Les contentieux des élections sénatoriales](#)

7-1 . [Les contentieux a priori](#)

7-1-1 . [Les contentieux des actes préparatoires](#)

7-1-2 . [Les contentieux des irrégularités préalables au vote](#)

7-2 . [Les contentieux a posteriori](#)

7-2-1 . [Les contentieux de la régularité de l'élection \(contentieux électoral à proprement parler\)](#)

7-2-2 . [Les contentieux du financement des campagnes électorales](#)

8 . [Sources](#)

9 . [Bibliographie](#)

1. Synthèse

Introduction

Le 24 septembre 2023, les élections sénatoriales permettront de renouveler la moitié des sièges du Sénat, soit cent soixante-dix sièges. Ils correspondent à la série 1 composée des départements allant du numéro 37 (Indre-et-Loire) au numéro 66 (Pyrénées-Orientales).

Les huit départements de l'Île-de-France sont également concernés ainsi que les départements et collectivités ultra-marins suivants : la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon et la Nouvelle-Calédonie. Enfin, la moitié des sénateurs qui représentent les Français établis hors de France est renouvelée, soit six sièges. Les sièges de la série 2 qui seraient vacants à la date de publication du décret portant convocation des collèges électoraux seront également pourvus à cette occasion.

L'article 24 de la Constitution française, du 4 octobre 1958 [N° Lexbase : L1283A9E](#) dispose que :

« Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.

Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.

[...]

Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République.

Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat ».

L'ordonnance n° 58-1100, du 17 novembre 1958, relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [N° Lexbase : L1125G88](#), consacre l'autonomie administrative et financière des assemblées parlementaires et précise notamment que :

- le Sénat siège à Paris (art. 1^{er} [N° Lexbase : C00347GD](#)) et que le palais du Luxembourg est affecté au Sénat (art. 2 [N° Lexbase : C00377GH](#)) ;
- les assemblées sont responsables de la mise en œuvre des règles destinées à prévenir et faire cesser les conflits d'intérêts (art. 4 [N° Lexbase : C00427GN](#)) ;

- les commissions d'enquêtes parlementaires peuvent également être créées dans les modalités prévues par l'ordonnance (art. 6 [N° Lexbase : Z91366QC](#)).

L'article 24 de la Constitution française, du 4 octobre 1958 [N° Lexbase : L1283A9E](#) instaure un bicamérisme qualifié « d'inégalitaire » (*Code constitutionnel et des droits fondamentaux commenté*, Dalloz, commentaire sous l'article 24).

Ce bicamérisme inégalitaire se manifeste dans les deux missions principales des assemblées parlementaires, le contrôle parlementaire et le vote de la loi :

- bicamérisme inégalitaire dans le cadre du contrôle parlementaire, puisque le Gouvernement n'est pas responsable devant le Sénat et seulement devant l'Assemblée nationale (Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 49 [N° Lexbase : L0876AHW](#)) ;
- bicamérisme inégalitaire dans le cadre du vote de la loi, puisqu'en cas d'échec d'accord entre les deux chambres au terme du processus de navette, c'est l'Assemblée nationale qui vote le texte définitif (Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 45 [N° Lexbase : L0871AHQ](#)).

Il convient de préciser que toutes les collectivités territoriales sont représentées au Sénat, à l'exception des provinces de Nouvelle-Calédonie (Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 72 [N° Lexbase : L0904AHX](#)). Les sénateurs sont renouvelés par moitié tous les trois ans (C. élec., art. LO 276 [N° Lexbase : L4363IYA](#)), de sorte que cette assemblée présente des garanties de stabilité plus élevées que l'Assemblée nationale, renouvelée intégralement tous les cinq ans. Le caractère indirect du scrutin a vocation également à assurer une plus grande stabilité.

Ainsi, la fonction de représentation des collectivités territoriales du Sénat fonde les modalités particulières de son élection sur lesquelles cette étude reviendra.

2. Les conditions d'éligibilité, cas d'inéligibilité et d'incompatibilité

E222903X

C'est le Code électoral qui établit le cadre juridique relatif à la candidature et l'élection des sénateurs. En ce sens, diverses conditions sont à satisfaire pour candidater aux élections ou être élu.

Le candidat aux élections sénatoriales doit obligatoirement répondre à des conditions pour voir sa candidature acceptée, la présence de certains éléments, précisés par le Code électoral, peuvent tendre au rejet de sa candidature aux élections sénatoriales.

Des plus, peuvent survenir des cas d'incompatibilité, eux aussi fixés par le Code électoral.

2-1. Les conditions d'éligibilité

Pour devenir candidat aux élections sénatoriales, des conditions sont à satisfaire.

Une des premières conditions se réfère à l'âge du candidat, qui doit obligatoirement avoir 24 ans révolus (C. élec., art. LO 296 [N° Lexbase : L0639IQQ](#)).

De plus, le candidat doit satisfaire aux mêmes conditions d'éligibilité que celles imposées aux candidats aux élections de député à l'Assemblée nationale (C. élec., art. LO 296 [N° Lexbase : L0639IQQ](#)).

En ce sens, une personne perçue comme éligible est une personne qui, à la date du premier tour du scrutin, remplit, d'une part, les conditions pour être électeur et, d'autre part, n'entre dans aucun des cas d'inéligibilité prévus par les textes (C. élec., art. LO 127 [N° Lexbase : L3720IQT](#)).

Ainsi, pour remplir les conditions d'électeur, au sens de l'article L. 2 du Code électoral [N° Lexbase : L2503AAX](#), la personne doit posséder la nationalité française et **jouir de ses droits civiques**. Les personnes qui ne jouissent pas de leurs droits civils et politiques sont inéligibles au Sénat (Cons. const., décision n° 2014-22 D, du 16 septembre 2014 [N° Lexbase : A4676MW4](#)).

2-2. Les cas d'inéligibilité

L'inéligibilité constitue l'interdiction ou l'incapacité d'exercer certaines fonctions, en l'occurrence, de sénateur.

Les cas d'inéligibilité peuvent être liés directement à la personne (au potentiel candidat) ou aux fonctions qu'elle exerce.

La survenance d'un de ces cas rend impossible la candidature aux élections sénatoriales.

2-2-1. Les cas d'inéligibilité liés à la personne

E2232033

Sont considérées comme inéligibles toutes personnes déclarées comme telles par le juge administratif, en application des articles L. 118-3 [N° Lexbase : L7615LT9](#) et L. 118-4 du Code électoral [N° Lexbase : L8135I7G](#), ou par le Conseil constitutionnel en application des articles LO 136-1 à LO 136-3 du Code électoral [N° Lexbase : L7617LTB](#) (C. élec., art. LO 128 [N° Lexbase : L7394LGX](#)).

De plus, les personnes majeures placées en tutelle ou en curatelle sont inéligibles aux élections sénatoriales (C. élec., art. LO 129 [N° Lexbase : L3718IQR](#)).

Pour finir, est considérée inéligible à ces élections toute personne ne pouvant justifier d'avoir satisfait aux obligations imposées par le Code du service national (C. élec., art. LO 131 [N° Lexbase : L3716IQP](#)).

2-2-2. Les cas d'inéligibilité liés aux fonctions exercées par la personne

E2233034

Au titre des fonctions qu'elles exercent, certaines personnes peuvent être déclarées inéligibles aux élections sénatoriales.

En ce sens, a été dressée dans le Code électoral, une liste des fonctions dont l'exercice emporte inéligibilité. Cette liste est limitative et d'interprétation stricte. Les personnes exerçant des fonctions autres que celles visées aux articles LO 130 [N° Lexbase : L3717IQQ](#) et LO 132 du Code électoral [N° Lexbase : L7106LPU](#) sont considérées comme éligibles au mandat de sénateur.

Aucune disposition législative n'édicte l'inéligibilité à un mandat parlementaire d'un membre du Gouvernement, d'un secrétaire d'État et d'un membre de cabinet ministériel (Const. const., décision n° 2001-2594/2595/2596 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : O6802BBK](#)).

Toutefois, il est à relever que l'appréciation du juge quant à l'existence d'une inéligibilité se fait de manière factuelle. En effet, le juge procède à une vérification des fonctions et des responsabilités réellement exercées par le candidat.

De plus, ne peuvent échapper aux cas d'inéligibilités les candidats exerçant les fonctions citées ci-après, par intérim, de façon temporaire, à temps partiel ou à titre contractuel.

Tout d'abord, et pendant toute la durée de leurs fonctions, le Défenseur des droits et ses adjoints, ainsi que le contrôleur général des lieux de privation de liberté ne sont pas éligibles aux élections sénatoriales (C. élec., art. LO 130 [N° Lexbase : L3717IQQ](#)).

Ensuite, l'article LO 132 du Code électoral [N° Lexbase : L7106LPU](#) encadre l'inéligibilité attachée à certaines fonctions exercées ou anciennement exercées par leur titulaire. Cet article fixe la liste des fonctions dont l'exercice entraîne une inéligibilité à l'élection de sénateur dans toute circonscription comprise, en tout ou partie, dans le ressort d'exercice de ces fonctions.

Cette inéligibilité est valable pendant toute la durée de l'exercice des fonctions et continue pendant :

- trois ans pour les préfets ;
- deux ans pour sous-préfet, secrétaire général ou directeur de cabinet de préfet ;
- un an pour les titulaires des fonctions citées au II de l'article LO 132 du Code électoral [N° Lexbase : L7106LPU](#).

De manière non exhaustive, il s'agit par exemple des directeurs des services de cabinet de préfet, des inspecteurs du travail, des recteurs et inspecteurs d'académie, des directeurs régionaux, départementaux ou locaux des finances publiques, des gendarmes ou militaires, etc. (Cons. const., décision n° 2011-628 DC, du 12 avril 2011 [N° Lexbase : A3112HNL](#)).

2-3. Les incompatibilités

L'incompatibilité est considérée comme l'interdiction pour un sénateur de cumuler son mandat à d'autres fonctions. La différence avec l'inéligibilité est que l'incompatibilité n'interdit pas la candidature mais s'oppose, une fois l'élection acquise, à la conservation de l'ensemble des mandats. Ces régimes trouvent leur origine dans l'application stricte du principe de séparation des pouvoirs et dans la volonté d'éviter les situations de conflit d'intérêts.

Le Code électoral règlemente ces régimes d'incompatibilités, en ce sens, l'article LO 297 [N° Lexbase : L9543H3T](#) dudit code dispose que les dispositions du chapitre IV du titre II du livre premier du présent code sont applicables aux sénateurs (C. élec., art. LO 137 à LO 153 [N° Lexbase : L9257LEL](#)).

Les incompatibilités relevées par les articles LO 137 à LO 153 du Code électoral [N° Lexbase : L9257LEL](#), par renvoi prévu à l'article LO 297 dudit code [N° Lexbase : L9543H3T](#), sont nombreuses. Tout d'abord, le cumul de mandats parlementaires est interdit. Tout député élu sénateur ou tout sénateur élu député cesse de ce fait même d'appartenir à la première assemblée dont il était membre (C. élec., art. LO 137 [N° Lexbase : L9257LEL](#)).

Il est à préciser qu'une personne ayant la qualité de remplaçant d'un sénateur ou d'un député perd cette qualité si elle est élue sénateur ou député (C. élec., art. LO 138 [N° Lexbase : L9456H3M](#)). De plus, un sénateur ne peut cumuler son mandat avec celui de député européen (C. élec., art. LO 137-1 [N° Lexbase : L9256LEK](#)). Un mandat de sénateur est incompatible avec la qualité de membre du Conseil économique, social et environnemental (C. élec., art. LO 139 [N° Lexbase : L6397IMU](#)).

L'exercice des fonctions de magistrat, d'arbitre, de médiateur ou de conciliateur est incompatible avec l'exercice d'un mandat de sénateur (C. élec., art. LO 140 [N° Lexbase : L5054LGB](#)). Des incompatibilités existent quant à l'exercice du mandat de sénateur et de l'exercice d'une fonction exécutive locale (C. élec., art. LO 141-1 [N° Lexbase : L9253LEG](#)) telle que celle de :

- maire, de maire d'arrondissement, de maire délégué et d'adjoint au maire ;
- président et de vice-président d'un établissement public de coopération intercommunale ;
- président et de vice-président de conseil départemental ;
- président et de vice-président de conseil régional ;
- président et de vice-président d'un syndicat mixte ;
- président, de membre du conseil exécutif de Corse et de président de l'assemblée de Corse ;
- président et de vice-président de l'assemblée de Guyane ou de l'assemblée de Martinique ; de président et de membre du conseil exécutif de Martinique ;
- président, de vice-président et de membre du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; de président et de vice-président du congrès de la Nouvelle-Calédonie ; de président et de vice-président d'une assemblée de province de la Nouvelle-Calédonie ;
- président, de vice-président et de membre du Gouvernement de la Polynésie française ; de président et de vice-président de l'assemblée de la Polynésie française ;
- président et de vice-président de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna ;
- président et de vice-président du conseil territorial de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon ; de membre du conseil exécutif de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- président et de vice-président de l'organe délibérant de toute autre collectivité territoriale créée par la loi ;
- président de l'assemblée des Français de l'étranger, de membre du bureau de l'assemblée des Français de l'étranger et de vice-président de conseil consulaire.

De plus, l'exercice d'un mandat de sénateur est incompatible avec l'exercice d'un mandat de conseiller (régional, à l'assemblée de Corse, départemental, de Paris, à l'assemblée de Guyane, à l'assemblée de Martinique, municipal d'une commune de mille habitants et plus) (C. élec., art. LO 141 [N° Lexbase : L9266LEW](#)). L'exercice des fonctions publiques non électives est incompatible avec le mandat de sénateur sauf exceptions prévues dans l'article y référant (C. élec., art. LO 142 [N° Lexbase : L5672IC3](#)).

Le mandat de sénateur est incompatible avec l'exercice de fonctions conférées par un État étranger ou une organisation internationale rémunérées sur leurs propres fonds (C. élec., art. LO 143 [N° Lexbase : L9464H3W](#)). Le mandat de sénateur ne peut pas être cumulé avec l'exercice d'une mission temporaire donnée par le gouvernement si la mission est d'une durée de plus de six mois. L'exercice de cette mission ne peut donner lieu au versement d'aucune rémunération, gratification ou indemnité (C. élec., art. LO 144 [N° Lexbase : L5053LGA](#)).

Les fonctions de président, directeur général, directeur général adjoint ou de conseil auprès des entreprises nationales ou établissements publics nationaux ne peuvent être cumulées avec le mandat de sénateur (C. élec., art. LO 145 [N° Lexbase : L7402LGA](#)). Le mandat de sénateur est aussi incompatible avec certaines fonctions sociales/sociétales précisées à l'article LO 146 du Code électoral [N° Lexbase : L7397LG3](#).

Les sénateurs sont soumis à des interdictions au cours de leur mandat, les empêchant d'exercer de nouvelles fonctions, incompatibles avec leur mandat parlementaire. En ce sens, il est interdit à tout sénateur de commencer à exercer une fonction de conseil n'étant pas la sienne avant le début de son mandat de sénateur, de poursuivre cette activité si elle a débuté dans les douze mois précédant le premier jour du mois de son entrée en fonction. Il est aussi interdit de fournir des prestations de conseil aux sociétés, entreprises, établissements ou organismes mentionnés aux 1° à 7° de l'article LO 146 [N° Lexbase : L7397LG3](#), à des gouvernements, entreprises publiques, autorités administratives ou toute autre structure publique étrangers (C. élec., art. LO 146-1 [N° Lexbase : L7398LGA](#)).

Il est interdit à tout sénateur d'acquiescer le contrôle d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme dont l'activité consiste principalement dans la fourniture de prestations de conseil. De plus, il est interdit à tout sénateur d'exercer le contrôle d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme qui a pour activité principale la fourniture de prestations de conseil, s'il en a acquis le contrôle dans les douze mois précédant le premier jour du mois de son entrée en fonction ou qui a pour activité principale la fourniture de prestations de conseil aux sociétés, entreprises, établissements ou organismes mentionnés aux 1° à 7° de l'article LO 146 [N° Lexbase : L7397LG3](#) (C. élec., art. LO 146-2 [N° Lexbase : L7490LGI](#)).

Il est interdit à tout sénateur d'exercer l'activité de représentant d'intérêts à titre individuel ou au sein des personnes morales, établissements, groupements ou organismes inscrits au répertoire des représentants d'intérêts rendu public par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) (C. élec., art. LO 146-3 [N° Lexbase : L7491LGK](#)).

Il est interdit à tout sénateur d'accepter, en cours de mandat, une fonction de membre du conseil d'administration ou de surveillance dans l'un des établissements, sociétés ou entreprises visés à l'article LO 146 [N° Lexbase : L7397LG3](#) (C. élec., art. LO 147 [N° Lexbase : L9471H38](#)), par exemple une société immobilière (Cons. const., décision n° 2010-28 I, du 14 décembre 2010 [N° Lexbase : A0603GNN](#)).

Le mandat de député est incompatible avec les fonctions de président et de vice-président du conseil d'administration d'un établissement public local ou du Centre national de la fonction publique territoriale ou d'un centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Ce mandat est aussi incompatible avec les fonctions de président et de vice-président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou d'une société publique locale ou d'une société publique locale d'aménagement.

Les fonctions de sénateurs sont aussi incompatibles avec les fonctions de président ou de vice-président d'un organisme d'habitations à loyer modéré (C. élec., art. LO 147-1 [N° Lexbase : L9254LEH](#)).

3. Les modalités de l'élection

E2235038

3-1. Préambule aux modalités de l'élection

Ainsi que cela a été indiqué *supra*, le Sénat est élu au **suffrage indirect** (Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 24 [N° Lexbase : L1283A9E](#)).

Ce mode particulier d'élection est justifié par son **rôle constitutionnel de représentation des collectivités territoriales** (Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 24) [N° Lexbase : L1283A9E](#).

Il en résulte en effet que les sénateurs doivent être élus « par un corps électoral qui est lui-même l'émanation de ces collectivités », à savoir **un collège électoral « essentiellement composé de membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales »** (Cons. const., décision n° 2000-431 DC, du 6 juillet 2000 [N° Lexbase : A9113AGM](#)).

Un livre spécifique est consacré au sein du Code électoral (livre II ; C. élec., art. LO 274 et s. [N° Lexbase : L9530H3D](#)) à l'élection des sénateurs des départements de métropole et d'outre-mer, au nombre de trois cent vingt-six (C. élec., art. LO 274 [N° Lexbase : L9530H3D](#)). Il est complété par des dispositions particulières pour les collectivités d'outre-mer (C. élec., art. LO 438-1 et s. [N° Lexbase : L9579H38](#)) et pour les sénateurs représentant les Français établis hors de France (loi n° 2013-659, du 22 juillet 2013, art. 40 et s. [N° Lexbase : Z12254SL](#)), sur lesquelles il ne sera pas revenu ici.

3-2. La composition du collège électoral

3-2-1. Les règles générales

E223803B

La représentation des collectivités territoriales

Aux termes du premier alinéa de l'article L. 280 du Code électoral [N° Lexbase : L0981IXM](#) :

« La composition du collège électoral appelé à élire les sénateurs assure, dans chaque département, la représentation des différentes catégories de collectivités territoriales et de la diversité des communes, en tenant compte de la population qui y réside. »

Ces règles résultent d'exigences constitutionnelles qui découlent elles-mêmes du rôle de représentation des collectivités territoriales du Sénat (Cons. const., décision n° 2000-431 DC, du 6 juillet 2000 [N° Lexbase : O2363BDU](#)).

Le collège électoral est ainsi composé des députés et des sénateurs, des conseillers régionaux de la section départementale correspondant au département (et des conseillers de l'assemblée de Corse, des conseillers à l'assemblée de Guyane et des conseillers à l'assemblée de Martinique), **des conseillers départementaux** (et des conseillers métropolitains de Lyon), **ainsi que des délégués des conseils municipaux ou des suppléants de ces délégués** (C. élec., art. L. 280 [N° Lexbase : L0981IXM](#) ; à noter que des dispositions spécifiques ont été prévues aux articles L. 280-1 [N° Lexbase : L6437LRT](#) et L. 280-2 dudit code [N° Lexbase : L6438LRU](#) à la suite de la création de la collectivité européenne d'Alsace qui a fusionné les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, ainsi qu'aux articles L. 293-1 à L. 293 [N° Lexbase : L2982LB3](#) pour la collectivité de Corse qui fusionne également les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse).

L'annulation de l'élection de conseillers municipaux ne prive pas de leur qualité de délégué les délégués préalablement désignés. Dès lors, la participation des délégués désignés par le conseil municipal de la commune n'a pas altéré la régularité du scrutin (Cons. const., décision n° 95-2066/2074 SEN, du 29 novembre 1995 [\[en ligne\]](#)).

La nationalité française

L'article 88-3 de la Constitution française, du 4 octobre 1958 [N° Lexbase : L1352A9X](#), qui confère le droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales, prohibe, dans le même temps, la participation de ces citoyens à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs.

En vertu de cette interdiction, les articles LO 286-1 [N° Lexbase : L9538H3N](#) et LO 286-2 du Code électoral [N° Lexbase : L9539H3P](#) précisent que :

- les conseillers municipaux (et les membres du Conseil de Paris) qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent ni être membres à un titre quelconque du collège électoral sénatorial ni participer à l'élection à ce collège de délégués, de délégués supplémentaires et de suppléants ;
- dans les communes dont tous les conseillers municipaux sont délégués de droit, les conseillers municipaux qui n'ont pas la nationalité française sont remplacés au collège électoral des sénateurs et lors de la désignation des délégués supplémentaires et suppléants par les candidats français venant immédiatement après le dernier candidat élu de la liste sur laquelle ils se sont présentés à l'élection municipale.

Le cumul de mandats et l'appartenance au collège électoral

Un élu en situation de cumul de mandats ne peut appartenir au collège électoral qu'au titre de l'un de ces mandats. Pour les autres mandats, un remplaçant est désigné.

Plus précisément :

- dans le cas où un conseiller départemental est député, sénateur ou conseiller régional, un remplaçant lui est désigné, sur sa présentation, par le président du conseil départemental (C. élec., art. L. 282, al. 1^{er} [N° Lexbase : L2981LBZ](#)) ;
- dans le cas où un conseiller régional (ou un conseiller à l'assemblée de Corse, un conseiller à l'assemblée de Guyane ou un conseiller à l'assemblée de Martinique) est député ou sénateur, un remplaçant lui est désigné, sur sa présentation, par le président du conseil régional (par celui de l'assemblée de Corse, celui de l'assemblée de Guyane ou celui de l'assemblée de Martinique) (C. élec., art. L. 282, al. 2 [N° Lexbase : L2981LBZ](#)) ;
- les députés, les sénateurs, les conseillers régionaux (ou les conseillers à l'assemblée de Corse) et les conseillers départementaux ne peuvent être désignés délégués, élus ou de droit, par les conseils municipaux dans lesquels ils siègent ; au cas où un député, un sénateur, un conseiller régional (ou un conseiller à l'assemblée de Corse) ou un conseiller départemental serait délégué de droit comme conseiller municipal, un remplaçant lui est désigné par le maire sur sa présentation (C. élec., art. L. 287 [N° Lexbase : L651517G](#)).

Ces désignations sont faites avant l'élection des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants et sont de droit (C. élec., art. R. 130-1 [N° Lexbase : L2943LUK](#) et R. 134 [N° Lexbase : L2944LUL](#)).

Les militaires et l'appartenance au collège électoral

Les militaires en position d'activité ne peuvent être désignés délégués par les conseils municipaux dans lesquels ils siègent (C. élec., art. L. 287-1 [N° Lexbase : L3732LLS](#)).

3-2-2. La désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants E223903C

Tous les conseillers municipaux ne sont pas membres du collège électoral : seuls les *délégués* des conseils municipaux, ou les suppléants de ces délégués, en font partie.

Le nombre de délégués et de suppléants par communes

Le nombre de délégués est fixé en fonction du nombre d'habitants de chaque commune.

À noter. - Les communes nouvelles des articles L. 2113-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales [N° Lexbase : L9191INQ](#) et les communes fusionnées avant la loi n° 2010-1563, du 16 décembre 2010, de réforme des collectivités territoriales [N° Lexbase : L9056INQ](#) sous le régime de la fusion-association font l'objet de dispositions spécifiques aux articles L. 284 [N° Lexbase : L7919IYX](#), L. 290-1 [N° Lexbase : L7980I7P](#) et L. 290-2 du Code électoral [N° Lexbase : L6440LRX](#).

| LES COMMUNES DE MOINS DE 9 000 HABITANTS

Pour ces communes, le nombre de délégués varie selon l'effectif légal du conseil municipal déterminé à l'article L. 2121-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) [N° Lexbase : L7921IYZ](#).

Plus précisément, les conseils municipaux élisent parmi leurs membres :

- un délégué pour les conseils municipaux de sept et onze membres ;
- trois délégués pour les conseils municipaux de quinze membres ;
- cinq délégués pour les conseils municipaux de dix-neuf membres ;
- sept délégués pour les conseils municipaux de vingt-trois membres ;
- quinze délégués pour les conseils municipaux de vingt-sept et vingt-neuf membres (C. élec., art. L. 284 [N° Lexbase : L7919IYX](#)).

Les éventuelles vacances qui peuvent affecter la composition du conseil municipal à la date de l'élection des délégués des conseils municipaux sont sans conséquence sur la détermination du nombre de délégués à élire qui doit être calculé en fonction de l'effectif légal du conseil municipal au moment de son renouvellement sans tenir compte de ces vacances (Instruction du ministre de l'Intérieur, du 30 mars 2023, relative à la désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants et établissement du tableau des électeurs sénatoriaux, p. 6 [\[en ligne\]](#)).

| LES COMMUNES DE 9 000 À 30 000 HABITANTS

Tous les conseillers municipaux sont délégués de droit (C. élec., art. L. 285 [N° Lexbase : L6157IXC](#)).

Il est tenu compte des seuls conseillers municipaux en exercice : les postes vacants à la date de la réunion du conseil municipal dédiée à cette désignation ne donnant pas droit à un délégué (Instruction du 30 mars 2023, susmentionnée [\[en ligne\]](#)).

| LES COMMUNES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS

De la même manière que ci-dessus, tous les conseillers municipaux en exercice sont délégués de droit.

En outre, les conseils municipaux élisent des délégués supplémentaires à raison de un pour huit cents habitants en sus de 30 000 (C. élec., art. L. 285 [N° Lexbase : L6157IXC](#)).

Le nombre de suppléants est de trois quand le nombre des titulaires (délégués élus, délégués de droit et délégués supplémentaires) est égal ou inférieur à cinq. Il est augmenté de un par cinq titulaires ou fraction de cinq.

Lorsque le nombre de délégués du conseil municipal et de leurs suppléants est supérieur au nombre de conseillers municipaux en exercice, les suppléants peuvent être élus parmi les électeurs inscrits sur les listes électorales de la commune (C. élec., art. L. 286 [N° Lexbase : L4849DZM](#)). Seuls peuvent être élus délégués ou suppléants d'un conseil municipal les conseillers municipaux et les électeurs inscrits sur la liste électorale de la commune intéressée (C. élec., art. R. 132 [N° Lexbase : L1912HWQ](#)).

Les suppléants sont appelés à remplacer les délégués des conseils municipaux lors de l'élection des sénateurs en cas de refus, de décès, de perte des droits civiques et politiques, d'empêchement ou de cessation des fonctions de conseiller municipal de ces délégués (Instruction du 30 mars 2023, susmentionnée, p. 10 [\[en ligne\]](#)).

Les élections des délégués communaux et de leurs suppléants

| LE MODE DE SCRUTIN

Il convient ici de distinguer selon que les communes comprennent moins de mille habitants ou mille habitants et plus.

S'agissant des communes de moins de mille habitants, l'élection des délégués et celle des suppléants :

- se déroulent **séparément** (le conseil municipal procède à celle des suppléants aussitôt après l'élection des délégués) ;
- le vote a lieu au **scrutin secret majoritaire à deux tours** ;
- nul n'est élu délégué ou suppléant au premier tour s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages exprimés ; au second tour, la majorité relative suffit ; en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est élu ;
- **les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste qui peut ne pas être complète ; les adjonctions et les suppressions de noms sont autorisées** ;
- **l'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix obtenues** ; en cas d'égalité de suffrages, la préséance appartient au plus âgé (C. élec., art. L. 288 [N° Lexbase : L2648AAC](#)).

S'agissant des communes de mille habitants et plus, l'élection des délégués et des suppléants :

- a lieu sur la **même liste** ;
- le vote se déroule suivant le système de la **représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel** ;
- **les listes peuvent comprendre un nombre de noms inférieur au nombre de sièges de délégués et de suppléants à pourvoir ; chaque liste de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe** (le non-respect de l'obligation de parité donne lieu à l'annulation du scrutin dans la mesure où elle est de nature à en affecter les résultats : TA Guadeloupe, 13 juillet 2017, n° 1700738 [N° Lexbase : A9563WNI](#) ; pour une annulation seulement partielle : TA Limoges, 3 juillet 2014, n° 1401252 [N° Lexbase : A8459MXL](#)) ;
- chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants ;
- **l'ordre des suppléants résulte de leur rang de présentation** (C. élec., art. L. 289 [N° Lexbase : L6154IX9](#)).

Il faut relever ici qu'une élection des délégués n'a lieu qu'au sein des communes comprenant de mille à 8 999 habitants et de celles comprenant 30 800 habitants et plus (délégués supplémentaires).

En effet, entre 9 000 et 30 799 habitants, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit et il n'y a pas lieu d'élire des délégués supplémentaires.

| LA PROCÉDURE

L'élection des délégués et des suppléants respecte les règles de droit commun de fonctionnement du conseil municipal, ainsi que les règles spécifiques ci-dessous.

Convocation. Le décret convoquant les électeurs sénatoriaux convoque également les conseils municipaux en vue de la désignation de leurs délégués et suppléants et fixe le jour de cette désignation. Un intervalle de six semaines au moins doit séparer cette élection de celle des sénateurs (C. élec., art. L. 283 [N° Lexbase : L4846DZI](#) et R. 131 [N° Lexbase : L4518LXM](#)).

Pour les élections sénatoriales de 2023 qui auront lieu le 24 septembre, la date a été fixée au 9 juin 2023 (décret n° 2023-257, du 6 avril 2023, portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs, art. 4 [N° Lexbase : L3978MHS](#)).

Le maire doit toutefois ensuite convoquer le conseil municipal sur le fondement de l'article L. 2121-9 du Code général des collectivités territoriales [N° Lexbase : L2544KGC](#). Il ne maîtrise ainsi pas le jour de cette convocation (et le non-respect de la date entraîne l'annulation des élections, par exemple : TA Nîmes, 13 juillet 2017, n° 1702081 [N° Lexbase : A1668WSL](#)) mais il lui revient d'en fixer le lieu et l'heure.

En vertu de la mission de contrôle de la régularité des élections des députés et des sénateurs qui lui est conférée par l'article 59 de la Constitution [N° Lexbase : L1324A9W](#), le Conseil constitutionnel peut exceptionnellement statuer sur les requêtes mettant en cause des élections à venir, dans les cas où l'irrecevabilité qui serait opposée à ces requêtes risquerait de compromettre gravement l'efficacité de son contrôle de l'élection des députés et des sénateurs, vicierait le déroulement général des opérations électorales ou porterait atteinte au fonctionnement normal des pouvoirs publics. Ces conditions sont réunies pour connaître d'un décret portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs (Cons. const., décision n° 2001-18 ELEC, du 20 septembre 2001 [\[en ligne\]](#)).

Mais un électeur est recevable à contester devant le Conseil d'État un décret de convocation des électeurs en vue de procéder à l'élection de parlementaires dans une circonscription déterminée (CE, 3^e-8^e s.-sect. réunies, 16 septembre 2005, n° 282171, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : A2818DLX](#)).

Pour être complet, on relèvera qu'un arrêté préfectoral indique pour chaque commune le mode de scrutin ainsi que le nombre des délégués et suppléants à élire.

L'extrait de cet arrêté concernant la commune est affiché à la porte de la mairie et notifié par écrit à tous les membres du conseil municipal par les soins du maire, qui précise le lieu et l'heure de la réunion (C. élec., art. R. 131 [N° Lexbase : L4518LXM](#)).

Quorum. Dans les communes de 9 000 habitants et plus, les remplaçants des conseillers municipaux ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne sont pris en compte dans le calcul du quorum. En revanche, dans les communes de moins de 9 000 habitants où ces conseillers ne sont pas remplacés, il ne doit pas être tenu compte de ces conseillers dans le calcul du quorum (CGCT, art. L. 2121-17 [N° Lexbase : L8566AAI](#)).

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint lors de la séance, l'élection ne peut avoir lieu, sous peine d'annulation (par exemple : TA Nîmes, 13 juillet 2017, n° 1702115 [N° Lexbase : A1670WSN](#)) et le maire doit, à l'issue même de la séance, adresser une nouvelle convocation aux conseillers municipaux dans les formes prévues par l'article L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales [N° Lexbase : L8566AAI](#) à trois jours au moins d'intervalle.

Lors de cette nouvelle réunion, le conseil municipal pourra alors valablement délibérer sans condition de quorum, quel que soit le nombre de conseillers présents.

Dans le cas où un conseil municipal ne se réunirait pas ou refuserait de procéder à cette désignation après s'être réuni, la commune n'aurait pas de représentation au collège électoral ou, pour les communes de 9 000 habitants et plus, ne serait représentée que par les conseillers délégués de droit. Dans les deux cas, cette situation serait sans conséquence sur la validité de l'élection correspondante des sénateurs (Instruction du 30 mars 2023, susmentionnée, p. 20 [[en ligne](#)]).

Candidature. Dans les communes de moins de mille habitants, le dépôt d'une déclaration de candidature n'est pas prévu. Les candidats peuvent néanmoins faire connaître aux membres du conseil municipal leur souhait d'être désigné délégué ou suppléant.

Ainsi que cela a été indiqué, les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste qui peut ne pas être complète (C. élec., art. L. 88 [N° Lexbase : L8389DYD](#)). Les élections des délégués et des suppléants étant distinctes, elles font l'objet de candidatures distinctes.

La circonstance qu'une personne ne se soit pas portée candidate ne fait pas obstacle à son élection si elle obtient le nombre de suffrages requis.

Dans les communes de mille habitants et plus, les listes de candidats doivent être déposées auprès du maire aux date et heure fixées pour la séance au cours de laquelle le conseil municipal est appelé à élire les délégués et les suppléants (C. élec., art. R. 137 [N° Lexbase : L537513H](#)).

L'élection des délégués et des suppléants étant simultanée, les candidats se présentent globalement et non pas spécifiquement à l'élection de délégué ou de suppléant.

Bureau électoral. Les deux membres présents les plus âgés et les deux membres présents les plus jeunes du conseil municipal forment le bureau électoral. La présidence appartient au maire et, à défaut du maire, aux adjoints et aux conseillers dans l'ordre du tableau (C. élec., art. R. 133 [N° Lexbase : L1913HWR](#)). Le fait que le président du bureau du collège électoral, en sa qualité de chef de juridiction, ait antérieurement signé avec le président du conseil général alors en fonctions, candidat à l'élection contestée, une convention nécessaire au fonctionnement du « comité départemental d'aide juridique », dont la collectivité territoriale est membre, procédait des relations institutionnelles que ce magistrat était naturellement conduit à nouer en raison de ses fonctions. Elle ne saurait caractériser l'existence de relations personnelles entre le magistrat et l' élu (Cons. const., décision n° 2004-3391 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : A0382DIY](#)).

Opérations de vote. L'élection se fait sans débat au scrutin secret (C. élec., art. R. 133 [N° Lexbase : L1913HWR](#)).

Pour l'élection des délégués dans les communes de mille à 8 999 habitants et des délégués supplémentaires dans les communes de 30 800 habitants et plus, le bureau détermine le **quotient électoral**, successivement pour les délégués et les suppléants, en divisant le nombre des suffrages exprimés dans la commune par le nombre des mandats de délégués, puis par le nombre des mandats de suppléants.

Il est attribué à chaque liste autant de mandats de délégués et de suppléants que le nombre de suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral correspondant.

Les mandats de délégués et de suppléants non répartis par cette règle sont conférés successivement à celle des listes pour laquelle la division du nombre de suffrages recueillis par le nombre de mandats qui lui ont déjà été attribués, plus un, donne le plus fort résultat.

Au cas où il ne reste qu'un seul mandat à attribuer et si deux listes ont la même moyenne, le mandat revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Si les deux listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le mandat de délégué ou de suppléant est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être proclamés élus (C. élec., art. R. 141 [N° Lexbase : L1921HW3](#)).

Refus des délégués ou suppléants d'exercer leur mandat. Les délégués élus, les délégués supplémentaires et les suppléants peuvent refuser d'exercer leur mandat selon les conditions suivantes :

	MOINS DE 1 000 HABITANTS	ENTRE 1 000 ET 8 999 HABITANTS	9 000 HABITANTS ET PLUS
Délégué ou suppléant présent lors de l'élection (C. élec., art. R. 143)	<p>Le délégué élu refuse son mandat avant l'élection des suppléants : organisation d'une nouvelle élection pour élire un nouveau délégué</p> <p>Le délégué élu refuse son mandat avant que la séance ne soit levée, mais après l'élection des suppléants : remplacement par le premier suppléant élu</p> <p>Même solution pour le suppléant qui refuse son mandat avant que la séance ne soit levée : remplacement par le suppléant qui suit</p>	<p>Le délégué élu ou suppléant refuse son mandat avant que la séance ne soit levée : remplacement par le suppléant de la même liste venant immédiatement après le dernier délégué élu de la liste (C. élec., art. L. 289)</p>	<p>Aucune disposition ne prévoit que les délégués de droit puissent refuser leur mandat</p> <p>En cas de refus d'un suppléant d'exercer sa fonction, le premier candidat non élu de la même liste devient suppléant</p> <p>Dans les communes de 30 800 habitants et plus, à la suite du refus d'un délégué supplémentaire, le premier suppléant de la même liste devient délégué supplémentaire et le premier candidat non élu de la liste devient suppléant (C. élec., art. L. 289)</p>
Délégué ou suppléant absent lors de l'élection (C. élec., art. R. 145)	Il doit en avertir le préfet et le maire dans le délai d'un jour franc à dater de la notification, qui doit intervenir dans les 24 heures : remplacement du délégué par le suivant des suppléants élus ; rien n'est prévu pour les suppléants qui ne sont donc pas remplacés		

Au cas où le refus des délégués et des suppléants épuiserait la liste des délégués, le préfet prend un arrêté fixant la date de nouvelles élections (C. élec., art. L. 291 [N° Lexbase : L2652AAH](#)).

Procès-verbal. Le procès-verbal est un document probatoire important. Son insuffisance ou son irrégularité (absence de signature, par exemple) peuvent conduire à l'annulation des élections (par exemple : TA Nîmes, 13 juillet 2017, n° 1702063 [N° Lexbase : A1666WSI](#) et n° 1702122 [N° Lexbase : A1674WSS](#)).

Il comprend les mentions suivantes : l'effectif légal du conseil municipal, le nombre des conseillers municipaux en exercice, le nombre des conseillers présents à l'ouverture du scrutin, le nombre de votants (enveloppes ou bulletins trouvés dans l'urne), le nombre de suffrages exprimés, le nombre de bulletins blancs, le nombre de bulletins nuls, le nombre de suffrages recueillis par chaque candidat dans les communes de moins de mille habitants ou par chaque liste dans les communes de mille habitants et plus, les noms des personnes proclamées élues dans leur ordre de classement (Instruction du 30 mars 2023 susmentionnée, p. 23 [\[en ligne\]](#)).

Il mentionne également l'acceptation ou le refus de leurs fonctions par les délégués, délégués supplémentaires et suppléants présents ainsi que les observations éventuelles des membres du conseil municipal au sujet de la régularité de l'élection (C. élec., art. R. 143 [N° Lexbase : L432513L](#)).

3-2-3. Le tableau et la liste des électeurs sénatoriaux

E224003D

Le tableau des électeurs sénatoriaux est établi par le préfet et rendu public au plus tard le septième jour suivant l'élection des délégués et suppléants des communes (C. élec., art. R. 146 [N° Lexbase : L432613M](#)).

Il comprend les membres de droit et leurs éventuels remplaçants (v. *supra*, *Le cumul de mandats et l'appartenance au collège électoral* [N° Lexbase : E223803B](#)) et les délégués des conseils municipaux - de droit, élus et supplémentaires - ainsi que leurs suppléants (Instruction du 30 mars 2023, susmentionnée, p. 25-26 [\[en ligne\]](#)).

La liste des électeurs sénatoriaux comporte uniquement les membres du collège sénatorial appelés à participer effectivement au scrutin. Elle peut être modifiée jusqu'à la veille de l'élection pour tenir compte des remplacements.

Elle est dressée par le préfet et comprend les députés, les sénateurs, les conseillers régionaux (ainsi que les conseillers à l'assemblée de Corse, les conseillers à l'assemblée de Guyane, les conseillers à l'assemblée de Martinique), les conseillers départementaux (ainsi que les conseillers métropolitains de Lyon) et les délégués des conseils municipaux (C. élec., art. L. 281 [N° Lexbase : L654417I](#) et R. 162 [N° Lexbase : L2826MH7](#)).

Les dispositions de l'article R. 162 du Code électoral [N° Lexbase : L2826MH7](#), qui énumèrent les mentions devant figurer sur la liste des électeurs de la collectivité communiquée à tout membre du collège électoral et à tout candidat qui en fait la demande, n'imposent pas l'indication du numéro de téléphone des électeurs. La présence d'erreurs sur cette liste, mise à la disposition de tous les candidats dans la même version, n'a pas été, dans les circonstances de l'espèce, de nature à rompre l'égalité entre les candidats et à altérer la sincérité du scrutin (Cons. const., décision n° 2014-4916 SEN, du 6 février 2015 [N° Lexbase : Z012093K](#)).

Hypothèses de remplacement des électeurs. Seul un « **empêchement majeur** » peut, en dehors des cas de **décès**, de **perte des droits civiques et politiques** ou de **cessation des fonctions justifiant l'appartenance au collège électoral** (à l'exception, dans ce dernier cas, des délégués élus des communes de moins de 9 000 habitants : pour eux, la qualité de délégué sénatorial découlant d'une élection, seul le décès ou la perte des droits civiques et politiques entraîne la perte du mandat de délégué - v. en ce sens, l'Instruction du 30 mars 2023, p. 28 [\[en ligne\]](#)), permettre le remplacement d'un électeur aux élections sénatoriales.

Aux termes de l'article R. 162 du Code électoral [N° Lexbase : L2826MH7](#), cet empêchement majeur doit résulter « d'une obligation professionnelle, d'un handicap, d'une raison de santé, de l'assistance apportée à une personne malade ou infirme, d'un placement en détention provisoire ou de l'exécution d'une peine privative de liberté n'entraînant pas une incapacité électorale ».

Dans une telle hypothèse, les membres de droit du collège électoral peuvent exercer, sur leur demande écrite, leur droit de vote par **procuration**. Le mandataire doit être membre du collège électoral sénatorial et ne peut disposer de plus d'une procuration (C. élec., art. L. 281 [N° Lexbase : L6544I7I](#)).

Quant aux délégués des conseils municipaux, leurs suppléants sont portés sur la liste électorale à leur place. Le délégué adresse au maire une **demande de remplacement motivée et accompagnée des pièces justificatives** démontrant la réalité de l'empêchement. Le maire transmet la demande et les pièces au représentant de l'État accompagnée de son avis sur son bien-fondé. Le représentant de l'État examine la demande et, s'il l'accueille, modifie en conséquence la liste des électeurs du département. Le maire, le délégué empêché et son suppléant sont avisés sans délai du sens de la décision du représentant de l'État sur la demande (C. élec., art. R. 162 [N° Lexbase : L2826MH7](#)).

Si l'appel au suppléant est postérieur à l'établissement de la liste des électeurs sénatoriaux, il appartient au premier suppléant de présenter le jour de l'élection des sénateurs une lettre du délégué empêché indiquant les raisons pour lesquelles il se trouve empêché, ainsi que les justificatifs correspondants. Il revient alors au bureau du collège électoral d'autoriser ou non le suppléant à voter (C. élec., art. R. 166 [N° Lexbase : L2827MH8](#)).

Pour être complet, il faut relever que, dans les communes de 9 000 habitants et plus, où les conseillers municipaux sont délégués de droit, les conseillers municipaux doivent faire connaître au bureau électoral, le jour même de l'élection, avant que la séance ne soit levée, ou, en cas d'absence, au maire, dans les meilleurs délais, la liste sur laquelle seront désignés les suppléants qui, en cas d'empêchement, les remplaceront (Instruction du 30 mars 2023, susmentionnée, p. 23 [\[en ligne\]](#)).

3-3. Le contentieux

Des **recours contre le tableau des électeurs sénatoriaux** établi par le préfet peuvent être présentés par tout membre du collège électoral sénatorial du département. Ces recours sont présentés au tribunal administratif. La décision de celui-ci ne peut être contestée que devant le Conseil constitutionnel saisi de l'élection.

À noter. - Il convient de relever que le Conseil constitutionnel a jugé qu'il ne lui appartient pas, à cette occasion, de se prononcer sur la régularité de la procédure suivie devant le tribunal administratif (Cons. const., décision n° 2020-5684/5686 SEN, du 26 février 2021 [N° Lexbase : Z012711D](#) alors que le Conseil d'État s'est déclaré incompétent pour connaître d'un recours dirigé contre un jugement rendu sur le fondement de l'article L. 292 du Code électoral [N° Lexbase : L2653AAI](#) (CE, 29 février 1984, n° 55648, M. Vernaire [N° Lexbase : A6876ALA](#)).

Dans les mêmes conditions, la **régularité de l'élection des délégués et suppléants d'une commune** peut être contestée par le préfet ou par les électeurs de cette commune (C. élec., art. L. 292 [N° Lexbase : L2653AAI](#)).

Le recours doit être présenté dans les trois jours de la publication du tableau. Le tribunal administratif rend sa décision dans les trois jours à compter de l'enregistrement de la réclamation et la fait notifier par tous moyens aux parties intéressées et au préfet qui en informe sans délai le maire de la commune. Dans l'intervalle, la réclamation est notifiée sans délai et par tous moyens aux délégués dont l'élection est contestée, qui sont invités à déposer leurs observations écrites au greffe du tribunal avant la date de l'audience ou à présenter à l'audience leurs observations orales. La date et l'heure de l'audience doivent être indiquées sur la convocation (C. élec., art. R. 147 [N° Lexbase : L2828MH9](#)).

En cas d'annulation de l'élection d'un délégué, il est pourvu à son remplacement dans les communes où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle par appel au premier suppléant de la même liste, et dans les communes où l'élection a lieu au scrutin majoritaire par appel au premier suppléant. Dans ces dernières communes, il n'est pas pourvu au remplacement des suppléants dont l'élection serait annulée.

En cas d'annulation des élections dans leur ensemble ou au cas où le tableau des suppléants se trouvant épuisé, la liste des délégués demeure incomplète, il est procédé à une nouvelle élection au jour fixé par arrêté préfectoral. La publication de cet arrêté, qui doit intervenir trois jours francs avant la date du scrutin, tient lieu de convocation du conseil municipal. Il est toutefois affiché à la porte de la mairie et notifié par écrit à tous les membres du conseil municipal par les soins du maire, qui précise le lieu de la réunion ainsi que son heure, si elle n'a pas été fixée par l'arrêté préfectoral (C. élec., art. L. 293 [N° Lexbase : L2982LB3](#) et R. 148 [N° Lexbase : L1928HWC](#)).

3-4. L'élection des sénateurs

Sur le détail des opérations de vote, v. ci-dessous.

Le mode de scrutin des élections sénatoriales varie selon le nombre de sénateurs à élire par département. À cet égard, il convient de relever que ce nombre est fixé par le tableau 6 annexé au Code électoral.

Pour ce faire, le législateur a tenu compte du nombre d'habitants par département (un siège est attribué jusqu'à cent cinquante mille habitants, puis un siège supplémentaire par tranche ou fraction de tranche de deux cent cinquante mille habitants).

La répartition actuelle a été validée par le Conseil constitutionnel dans la décision n° 2003-475 DC, du 24 juillet 2003.

3-4-1. L'élection dans les départements où sont élus deux sénateurs ou moins E224303H

Dans ces départements, l'élection a lieu au **scrutin majoritaire à deux tours**.

Pour être élu au premier tour, il convient de réunir la majorité absolue des suffrages exprimés, d'une part, et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits, d'autre part.

Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est élu (C. élec., art. L. 294 [N° Lexbase : L6161XH](#)).

Chaque sénateur est élu avec **un binôme** qui sera appelé à le remplacer en cas de vacance. La **parité** s'applique au sein de ce binôme (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)).

Le binôme sera plus précisément appelé à remplacer le sénateur dont le siège devient vacant pour toute autre cause que :

- l'annulation de l'élection ;
- la démission d'office prononcée par le Conseil constitutionnel en application des articles LO 136-1 [N° Lexbase : L7617LTB](#) ou LO 136-4 [N° Lexbase : L7618LTC](#) du Code électoral (c'est-à-dire lorsque le candidat n'a pas déposé son compte de campagne, lorsque celui-ci fait apparaître un dépassement du plafond des dépenses électorales ou lorsqu'il a été rejeté à bon droit et en cas de volonté de fraude ou de manquement d'une particulière gravité aux règles de financement des campagnes électorales, d'une part, et en cas d'absence de mise en conformité de l'intéressé au regard des obligations de déclaration et de paiement des impôts dont le sénateur est redevable d'autre part : Cons. const., décision n° 2018-1 OF, du 6 juillet 2018 [N° Lexbase : A1709XW9](#)) ;
- la démission intervenue pour tout autre motif qu'une incompatibilité prévue aux articles LO 137 [N° Lexbase : L9257LEL](#) (incompatibilité entre les mandats de député et sénateur), LO 137-1 [N° Lexbase : L9256LEK](#) (incompatibilité entre les mandats de sénateur et représentant au Parlement européen), LO 141 [N° Lexbase : L9266LEW](#) (incompatibilité entre le mandat de sénateur et l'exercice de plus d'un des mandats suivants : conseiller régional, conseiller à l'assemblée de Corse, conseiller départemental, conseiller de Paris, conseiller à l'assemblée de Guyane, conseiller à l'assemblée de Martinique, conseiller municipal d'une commune de mille habitants et plus) ou LO 141-1 [N° Lexbase : L9253LEG](#) (incompatibilité entre les mandats de sénateur et l'exercice de fonctions exécutives locales) ;
- la déchéance constatée par le Conseil constitutionnel en application de l'article LO 136 [N° Lexbase : L9451H3G](#) (pour les sénateurs dont l'inéligibilité se révèle après la proclamation des résultats et l'expiration du délai pendant lequel elle peut être contestée ou qui, pendant la durée de son mandat, se trouve dans l'un des cas d'inéligibilité prévus par le présent code).

Il remplace également le sénateur qui accepte des fonctions gouvernementales jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation de ces fonctions (C. élec., art. LO 319 [N° Lexbase : L9260LEP](#)).

3-4-2. L'élection dans les départements où sont élus trois sénateurs ou plus **E224403I**

Dans ces départements, l'élection a lieu à la **représentation proportionnelle** suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation (C. élec., art. L. 295 [N° Lexbase : L6162IXI](#)).

Chaque liste de candidats doit comporter deux noms de plus qu'il y a de sièges à pourvoir. Sur chacune des listes, **l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe** (C. élec., art. L. 300 [N° Lexbase : L2319LIQ](#)).

Le sénateur élu à la représentation proportionnelle dont le siège devient vacant pour toute autre cause que l'acceptation de fonctions gouvernementales, est remplacé par le candidat figurant sur la même liste immédiatement après le dernier candidat devenu sénateur conformément à l'ordre de cette liste.

Le sénateur élu à la représentation proportionnelle qui accepte des fonctions gouvernementales est remplacé, jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation de ces fonctions, par le candidat figurant sur la même liste immédiatement après le dernier candidat devenu sénateur conformément à l'ordre de la liste. À l'expiration du délai d'un mois, le sénateur reprend l'exercice de son mandat. Le caractère temporaire du remplacement pour cause d'acceptation de fonctions gouvernementales s'applique au dernier candidat devenu sénateur conformément à l'ordre de la liste. Celui-ci est remplacé en tête des candidats non élus de cette liste (C. élec., art. LO 320 [N° Lexbase : L5642ICX](#)).

3-4-3. Les élections partielles

E224503K

En cas d'annulation des opérations électorales (v. *infra*), dans les cas de vacances listés ci-dessus où le sénateur ne peut être remplacé par son binôme, ou lorsqu'un remplacement n'est plus possible selon les règles susmentionnées, il est procédé à des élections partielles dans un délai de trois mois, sauf dans l'année qui précède un renouvellement partiel du Sénat (C. élec., art. LO 322 [N° Lexbase : L9548H3Z](#)).

Le mandat des personnes nouvellement élues expire à la date où le titulaire initial aurait été lui-même soumis à renouvellement. Il en est d'ailleurs de même pour les remplaçants hors élections partielles (binômes ou suivants de liste) (C. élec., art. LO 323 [N° Lexbase : L5663ICQ](#)).

Les élections partielles ont lieu selon les règles fixées pour les renouvellements normaux. Néanmoins, dans tous les cas où la vacance porte sur un seul siège, il y est pourvu par une élection au scrutin majoritaire à deux tours (C. élec., art. L. 324 [N° Lexbase : L2918AAC](#)).

4. La période préélectorale

E224603L

4-1. La déclaration de candidature

Les modalités

Les modalités de dépôt de la déclaration de candidature diffèrent selon que le déposant candidate au sein d'un département avec élection au scrutin majoritaire ou proportionnel.

En effet :

- **dans les départements avec un seul sénateur, où le scrutin majoritaire est donc applicable** (C. élec., art. L. 294 [N° Lexbase : L6161IXH](#)), chaque candidat se présente avec un remplaçant de sexe différent (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)) ;
- **dans les départements avec deux sénateurs, où le scrutin majoritaire est donc applicable** (C. élec., art. L. 294 [N° Lexbase : L6161IXH](#)), chaque candidat se présente avec un remplaçant de sexe différent (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)). Les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste (C. élec., art. R. 150 [N° Lexbase : L432713N](#)) ;
- **dans les départements avec au moins trois sénateurs, où le scrutin proportionnel est donc applicable** (C. élec., art. L. 295 [N° Lexbase : L6162IXI](#)), chaque liste étant composée alternativement d'un candidat de chaque sexe et comportant deux candidats de plus que de sièges à pourvoir, chaque candidat de la liste doit présenter une déclaration de candidature. Néanmoins, le groupe de candidats ou la liste peuvent confier à un représentant le soin de déposer leur déclaration (C. élec., art. R. 149 [N° Lexbase : L2945LUM](#)).

Dans tous les cas, chaque candidat doit produire une déclaration de candidature en **double exemplaire** (C. élec., art. L. 301 [N° Lexbase : L6163IXK](#)).

Les déclarations de candidature sont déposées auprès du préfet du département où le candidat se présente **pour chaque tour de scrutin** (v. Mémento à l'usage des candidats, ministre de l'Intérieur, août 2020 [\[en ligne\]](#)).

La temporalité

Pour le premier tour du scrutin, les déclarations de candidature :

- sont reçues **au plus tôt en préfecture à partir du troisième lundi précédant le jour du scrutin** (C. élec., art. R. 153 [N° Lexbase : L432813P](#)) ;
- doivent être déposées **au plus tard à 18 heures le troisième vendredi précédant le jour du scrutin** (C. élec., art. L. 301 [N° Lexbase : L6163IXK](#)).

Ainsi, pour les élections sénatoriales du 24 septembre 2023, les déclarations pourront être reçues au plus tôt le lundi 4 septembre 2023 et devront être déposées au plus tard le vendredi 8 septembre 2023.

Le déposant reçoit un reçu provisoire de déclaration, avant qu'un récépissé définitif ne soit délivré dans les quatre jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions des lois en vigueur (C. élec., art. L. 301 [N° Lexbase : L6163IXK](#)).

Pour le second tour du scrutin (dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire), les déclarations de candidature :

- sont déposées **une demi-heure au plus tôt avant l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin** (C. élec., art. L. 305 [N° Lexbase : L6160IXG](#)) ;
- sont déposées au plus tard **le jour du scrutin à 15 heures, et affichées dans la salle de vote avant 15 heures et 30 minutes** (C. élec., art. R. 153 [N° Lexbase : L432813P](#)) ;

Il est immédiatement délivré récépissé de cette déclaration (C. élec., art. L. 305 [N° Lexbase : L6160IXG](#)).

Il sera noté que l'ensemble des délais de dépôt des déclarations de candidature étant impératif (pour les candidats ainsi que pour leur remplaçant), leur non-respect entraîne l'irrecevabilité de la candidature (Cons. const., décision n° 81-947 AN, du 9 septembre 1981 [N° Lexbase : A9286AHE](#), pour un exemple sous l'empire de l'ancien délai applicable) :

« 1. Considérant qu'aux termes de l'article L. 155 du [C]ode électoral la déclaration de candidature "doit être accompagnée de l'acceptation écrite du remplaçant" et qu'aux termes de l'article L. 157 du même code "les déclarations de candidature doivent être déposées en double exemplaire à la préfecture au plus tard vingt-et-un jours avant celui de l'ouverture du scrutin" ; **que ce délai a un caractère impératif et ne saurait être prolongé** ; qu'enfin il résulte des dispositions combinées du [C]ode électoral et du décret n° 81-627 du 22 mai 1981 que, pour le scrutin du 14 juin 1981, le délai expirait le 31 mai 1981 à minuit ;

2. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la déclaration de candidature de M. Roland Lejeune n'était pas accompagnée de l'acceptation écrite de son remplaçant ; que, si M. Bertrand Lejeune a adressé au préfet de la Dordogne un télégramme par lequel il déclarait "accepter d'être le suppléant éventuel de M. Roland Lejeune", en tout état de cause, ce télégramme, posté à Paris, le 31 mai 1981, à 23 h 44, n'est parvenu à la préfecture de la Dordogne qu'après minuit ; que, dans ces circonstances, M. Roland Lejeune n'est fondé à demander l'annulation ni du jugement du tribunal administratif de Bordeaux en date du 3 juin 1981 déclarant sa candidature irrecevable, ni des résultats du scrutin des 14 et 21 juin 1981 dans la troisième circonscription de la Dordogne. »

Les candidatures ne peuvent par ailleurs être retirées après l'expiration du délai prévu pour le dépôt des déclarations (C. élec., art. R.

4-1-2. Le contenu de la déclaration

E224903P

Le contenu de la déclaration diffère selon que l'élection a lieu au scrutin majoritaire ou proportionnel. Elle est ainsi réalisée au moyen de deux formulaires Cerfa différents, n° 15217*02 [[en ligne](#)] en cas d'élection au scrutin majoritaire, et n° 15215*02 [[en ligne](#)] en cas d'élection à la représentation proportionnelle.

Les mentions devant figurer dans la déclaration

Pour tous les scrutins, doivent figurer dans la déclaration les mentions suivantes (C. élec., art. L. 298 [N° Lexbase : L2321LIS](#)) :

- signature du candidat ;
- nom ;
- prénoms ;
- sexe ;
- date et lieu de naissance ;
- domicile et profession.

Cette déclaration doit également indiquer les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession de la personne appelée à remplacer le candidat élu en cas de vacance du siège (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)).

L'utilisation par le candidat sortant aux élections sénatoriales d'un papier à en-tête du Sénat pour annoncer sa candidature aux maires de la circonscription, puis pour inviter les délégués du département à une réunion électorale, n'a pas constitué un moyen de pression sur les électeurs de nature à altérer la sincérité du scrutin (Cons. const., décision n° 2008-4519 SEN, du 6 novembre 2008 [N° Lexbase : A1574EBW](#)).

À noter qu'au sein des formulaires Cerfa, il est également demandé au candidat de préciser s'il est actuellement sénateur ainsi que son étiquette politique.

Pour les élections au scrutin majoritaire, chaque candidat doit mentionner dans sa déclaration de candidature les nom, sexe, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et profession de la personne appelée à le remplacer comme sénateur dans les cas prévus à l'article LO 319 [N° Lexbase : L9260LEP](#) (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)). La déclaration doit être accompagnée de l'acceptation écrite du remplaçant, revêtue de sa signature suivie de la mention manuscrite « La présente signature marque mon consentement à être remplaçant(e) de (indication des nom et prénoms du candidat) à l'élection au Sénat » (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)).

Pour les élections au scrutin proportionnel, la déclaration doit également comporter le titre de la liste et l'ordre de présentation des candidats (C. élec., art. L. 300 [N° Lexbase : L2319LIQ](#)). À cet égard, la déclaration, présentée pour rappel par chaque candidat, comporte la mention manuscrite suivante : « La présente signature marque mon consentement à me porter candidat à l'élection au Sénat sur la liste menée par (indication des nom et prénoms du candidat tête de liste) » (C. élec., art. L. 300 [N° Lexbase : L2319LIQ](#)).

Une déclaration collective pour chaque liste est également faite par un mandataire de celle-ci. Tout changement de composition d'une liste ne peut être effectué que par retrait de celle-ci et le dépôt d'une nouvelle déclaration. La déclaration de retrait doit comporter la signature de l'ensemble des candidats de la liste (C. élec., art. L. 300 [N° Lexbase : L2319LIQ](#)).

Les documents justificatifs à fournir

La déclaration doit être accompagnée (C. élec., art. R. 149 [N° Lexbase : L2945LUM](#)) :

- pour chaque candidat et remplaçant, de la copie d'un justificatif d'identité (C. élec., art. L. 298 [N° Lexbase : L2321LIS](#)) ;
- pour chaque candidat et remplaçant, d'une attestation d'inscription sur une liste électorale (C. élec., art. R. 99 [N° Lexbase : L2937LUC](#)) ;
- si un mandataire financier ou une association de financement électorale a été désigné(e), du récépissé de la déclaration (C. élec., art. R. 99 [N° Lexbase : L2937LUC](#)).

Pour les élections au scrutin majoritaire, en cas de second tour, une nouvelle déclaration de candidature est exigée (C. élec., art. L. 305 [N° Lexbase : L6160IXG](#)), pour laquelle les pièces fournies à l'occasion du premier tour ne devront toutefois pas être fournies à nouveau. Cependant, si un nouveau remplaçant est désigné, en cas de décès par exemple, il devra lui fournir ces pièces (C. élec., art. R. 150 [N° Lexbase : L4327I3N](#)).

4-1-3. Les incompatibilités et les interdictions

E225003Q

Pour tous les scrutins, les candidatures multiples sont interdites : un candidat ne peut être ni candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes ni candidat dans plusieurs circonscriptions (C. élec., art. L. 302 [N° Lexbase : L2664AAW](#)).

Pour les élections au scrutin majoritaire (C. élec., art. L. 299 [N° Lexbase : L2320LIR](#)) :

- nul ne peut figurer en qualité de remplaçant sur plusieurs déclarations de candidature ;
- nul ne peut être à la fois candidat et remplaçant d'un autre candidat ;
- nul ne peut désigner pour le second tour de scrutin une personne autre que celle qui figurait sur sa déclaration de candidature lors du premier tour.

Enfin, est interdit l'enregistrement de la candidature d'une personne inéligible ; dans une telle hypothèse, le refus d'enregistrement est toutefois motivé (C. élec., art. LO 304 [N° Lexbase : L9544H3U](#) et LO 160 [N° Lexbase : L3733IQC](#)).

4-1-4. Les contentieux liés à la déclaration

E225103R

Si une déclaration ne remplit pas les conditions requises par le Code électoral, **le préfet saisit dans les 24 heures le tribunal administratif, qui statue dans les trois jours.**

Son jugement ne peut être contesté que devant le Conseil constitutionnel saisi de l'élection (C. élec., art. L. 303 [N° Lexbase : L2665AAX](#)).

Par ailleurs, un candidat inéligible ou la personne qu'il désigne peut, dans les 24 heures qui suivent la notification du refus d'enregistrement de sa candidature, le contester devant le tribunal administratif qui rend sa décision au plus tard le troisième jour suivant sa saisine (C. élec., art. LO 304 [N° Lexbase : L9544H3U](#) et LO 160 [N° Lexbase : L3733IQC](#)). La décision du tribunal ne peut être contestée que devant le Conseil constitutionnel saisi de l'élection.

Si le tribunal ne s'est pas prononcé dans le délai imparti, la candidature est enregistrée.

4-2. La propagande et la campagne électorale

4-2-1. La propagande

E225303T

Au plus tard le troisième lundi précédant le scrutin, un arrêté préfectoral institue **une commission de propagande** chargée (C. élec., art. R. 157 [N° Lexbase : L4329I3Q](#)) :

- d'adresser, au plus tard le mercredi précédant le scrutin, à tous les membres du collège électoral une circulaire accompagnée d'un bulletin de vote de chaque candidat ou de chaque liste de candidats ;
- de mettre en place au lieu de l'élection et avant l'ouverture du scrutin les bulletins de vote de chaque candidat ou liste de candidats, en nombre au moins égal au nombre des membres du collège électoral ;
- de mettre en place, dans les départements où a lieu un second tour de scrutin et si au moins un candidat ou une liste n'a pas déposé de bulletins de vote avant l'ouverture du scrutin, un nombre de bulletins en blanc correspondant au nombre d'électeurs inscrits.

La circonstance que la commission n'ait pas laissé sur les tables de décharge les bulletins imprimés au nom d'un candidat restés inutilisés à l'issue du premier tour, ni même tenu ce reliquat à la disposition de ce candidat pour qu'il puisse en faire usage, est sans influence sur la régularité du scrutin (Cons. const., décision n° 95-2061 SEN, du 15 décembre 1995 [N° Lexbase : O2751BT3](#)).

La présence de bulletins de candidats ayant renoncé à concourir pour le second tour ne constitue pas une irrégularité (Cons. const., décision n° 83-967/974 SEN, du 30 novembre 1983 [N° Lexbase : A9227AH9](#) ; Cons. const., décision n° 98-2560 SEN, du 24 novembre 1998 [N° Lexbase : A8756ACB](#)).

4-2-2. Les interdictions et les restrictions

E225403U

À titre liminaire, s'agissant du champ d'application des interdictions et restrictions, il convient de noter que celles-ci sont applicables à **tout message ayant le caractère de propagande électorale diffusé par tout moyen de communication au public par voie électronique** (C. élec., art. L. 48-1 [N° Lexbase : L9881IPN](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).

Les interdictions générales

Il est interdit à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer les bulletins de vote, professions de foi et circulaires des candidats (C. élec., art. L. 50 [N° Lexbase : L2756AAC](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).

S'agissant des bulletins de vote, leur contenu est encadré, ceux-ci ne pouvant comporter (C. élec., art. L. 52-3 [N° Lexbase : L7577LTS](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)) :

- d'autres noms de personnes que celui du ou des candidats ou de leurs remplaçants éventuels, à l'exception, pour la Ville de Paris et les communes de Marseille et de Lyon, du candidat désigné comme devant présider l'organe délibérant concerné par le scrutin ;
- la photographie ou la représentation de toute personne, à l'exception de celle du ou des candidats à l'élection concernée et, pour la Ville de Paris et les communes de Marseille et de Lyon, de la photographie ou de la représentation du candidat désigné comme devant présider l'organe délibérant concerné par le scrutin ;
- la photographie ou la représentation d'un animal.

Les bulletins de vote peuvent en revanche comporter un emblème (C. élec., art. L. 52-3 [N° Lexbase : L7577LTS](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).

Lorsque les élections ont lieu au scrutin majoritaire, ils doivent être établis en une seule couleur sur papier blanc et comporter, à la suite du nom du candidat, le nom de la personne appelée à remplacer le candidat élu dans les cas de vacance prévus par l'article LO 319 [N° Lexbase : L9260LEP](#), précédé ou suivi des mentions « remplaçant » ou « suppléant ». Le nom du remplaçant doit figurer en caractères de moindres dimensions que celui du candidat (C. élec., art. R. 155 [N° Lexbase : L2829MHA](#)).

Lorsque les élections ont lieu à la représentation proportionnelle, ils doivent être imprimés en une seule couleur sur papier blanc et comporter le titre de la liste, ainsi que le nom de chaque candidat composant la liste dans l'ordre de présentation (C. élec., art. R. 155 [N° Lexbase : L2829MHA](#)).

Sont par ailleurs interdites, sur les affiches et circulaires, l'utilisation de l'emblème national ainsi que la juxtaposition des trois couleurs bleu, blanc et rouge dès lors qu'elle est de nature à entretenir la confusion avec l'emblème national, à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique (C. élec., art. R. 27 [N° Lexbase : L2920LUP](#)).

Les interdictions limitées temporellement

Plusieurs interdictions relatives à la propagande électorale sont quant à elles fixées en fonction de l'échéance plus ou moins rapprochée du jour du scrutin.

À noter tout d'abord qu'**un candidat ne peut porter à la connaissance du public un élément nouveau de polémique électorale à un moment tel que ses adversaires n'aient pas la possibilité d'y répondre utilement avant la fin de la campagne électorale** (C. élec., art. L. 48-2 [N° Lexbase : L9882IPP](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).

À noter. - Un tract, distribué par le candidat élu à partir de l'avant-veille du second tour et comportant notamment une présentation négative du « bilan de l'UMP sortant », ne contient pas d'élément nouveau de polémique électorale et ne revêt pas le caractère d'une manœuvre de dernière heure à laquelle son adversaire aurait été dans l'impossibilité de répondre (Cons. const., décision n° 2012-4596 AN, du 29 novembre 2012 [N° Lexbase : A8055IXM](#)).

Cela étant, plusieurs échéances sont prévues par le Code électoral :

- **pendant les six mois précédant le premier jour du mois d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquise :**
 - aucun numéro d'appel téléphonique ou télématique gratuit ne peut être porté à la connaissance du public par un candidat, une liste de candidats ou à leur profit (C. élec., art. L. 50-1 [N° Lexbase : L9943IPX](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)),
 - l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle est interdite (C. élec., art. L. 52-1 [N° Lexbase : L9941IPU](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)) ;
- **à compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales**, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin (C. élec., art. L. 52-1 [N° Lexbase : L9941IPU](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).
Cette interdiction ne s'applique toutefois pas à la présentation, par un candidat ou pour son compte, dans le cadre de l'organisation de sa campagne, du bilan de la gestion des mandats qu'il détient ou qu'il a détenus (C. élec., art. L. 52-1 [N° Lexbase : L9941IPU](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)) ;

Exemples. – Si la présentation d'actions de promotion et de communication de la ville dans un journal local peut être regardée comme constitutif d'une campagne de promotion publicitaire au sens des dispositions de l'article L. 52-1 [N° Lexbase : L9941IPU](#) du Code électoral, cette diffusion, compte tenu notamment de l'écart de voix entre le candidat élu et son suivant, n'a pas altéré la sincérité du scrutin (CE, 10 juin 1996, n° 162439, inédit au recueil Lebon [N° Lexbase : A9816ANU](#)).

Un candidat qui invite les électeurs de sa commune à lui adresser des courriers ne fait pas usage d'un procédé de publicité commerciale (CE, 9^e s.-sect., 28 novembre 2001, n° 235285, inédit au recueil Lebon [N° Lexbase : A6658AXU](#)).

La publication à titre onéreux dans un quotidien régional, une semaine avant les élections, de publi-informations vantant les réalisations de la municipalité et appelant à ce qu'elle soit reconduite contrevient aux dispositions de l'article L. 52-1 [N° Lexbase : L9941IPU](#) et constitue une manœuvre justifiant l'annulation du scrutin (CE, 31 janvier 1990, n° 107792, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : A5766AQM](#)).

Constitue une violation de l'interdiction des procédés de publicité commerciale la mise à la disposition d'un candidat par une radio locale gérée par une association, d'un temps d'antenne quotidien au cours duquel ont été diffusées des émissions destinées à favoriser l'élection de la liste qu'il animait (CE, sect., 7 mai 1993, n° 135815, publié au recueil Lebon [N° Lexbase : A9611AMW](#)).

- **pendant les trois mois précédant le premier jour du mois d'élections générales et jusqu'à la date du tour de scrutin où celles-ci sont acquises :**
 - le juge des référés, qui se prononce dans un délai de 48 heures, peut être saisi afin de faire cesser la diffusion d'allégations ou imputations inexactes ou trompeuses d'un fait de nature à altérer la sincérité du scrutin à venir de manière délibérée, artificielle ou automatisée et massive par le biais d'un service de communication au public en ligne (C. élec., art. L. 163-2 [N° Lexbase : L0460LT9](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)),
 - les opérateurs de plateforme en ligne dont l'activité dépasse un certain seuil de nombre de connexions sur le territoire français sont tenus de fournir à l'utilisateur une information loyale, claire et transparente sur l'identité de la personne physique ou morale qui verse à la plateforme des rémunérations en contrepartie de la promotion de contenus d'information se rattachant à un débat d'intérêt général, sur l'utilisation de ses données personnelles dans le cadre de la promotion d'un tel contenu, ainsi que de rendre public le montant des rémunérations reçues en contrepartie de cette promotion lorsque leur montant est supérieur à un seuil déterminé (C. élec., art. L. 163-1 [N° Lexbase : L5734LNP](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)) ;
- **à partir de la veille du scrutin à 00 heure 00 minute** , il est interdit (C. élec., art. L. 49 [N° Lexbase : L7607LTW](#) et L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)) :
 - de distribuer ou faire distribuer des bulletins, circulaires et autres documents,
 - de diffuser ou faire diffuser par tout moyen de communication au public par voie électronique tout message ayant le caractère de propagande électorale,
 - de procéder, par un système automatisé ou non, à l'appel téléphonique en série des électeurs afin de les inciter à voter pour un candidat,
 - de tenir une réunion électorale.

À noter. – En cas de second tour (élection à scrutin majoritaire), ces interdictions ne sont pas applicables entre la proclamation des résultats du premier tour et l'ouverture du second tour (C. élec., art. L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#)).

4-2-3. Les droits accordés aux candidats

E225503W

Les candidats aux élections sénatoriales bénéficient (C. élec., art. L. 307 [N° Lexbase : L2675AAC](#)) :

- des dispositions de la loi du 30 juin 1881, sur la liberté de réunion [N° Lexbase : L7590AIX](#), hormis son article 5, et celles de la loi du 28 mars 1907, relative aux réunions publiques [[en ligne](#)] ;
- des dispositions de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse [N° Lexbase : L7589AIW](#).

À noter. – Les organes de presse écrite étant libres de rendre compte d'une campagne électorale comme ils l'entendent, un candidat n'est pas fondé à contester les places respectives faites par un quotidien régional à sa liste et à celle conduite par un adversaire (Cons. const., décision n° 2001-2594/2595/2596 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : A2069DIH](#)).

4-2-4. Le financement de la campagne électorale

E225603X

Un plafond de dépenses, fixé à **dix mille euros par candidat ou par liste**, est prévu pour l'élection des sénateurs ; ce plafond peut toutefois être majoré (C. élec., art. L. 308-1 [N° Lexbase : L7864IYW](#)) :

- de 0,05 euros par habitant du département pour les départements élisant deux sénateurs ou moins ;
- de 0,02 euros par habitant du département pour les départements élisant trois sénateurs ou plus.

À noter. - La méconnaissance, par un candidat ou par une liste de candidats, de ces dispositions est de nature à provoquer l'annulation de l'élection lorsque l'octroi de ces avantages a entraîné, dans les circonstances de l'espèce, une rupture d'égalité entre les candidats ayant altéré la sincérité du scrutin sénatorial (Cons. const., décision n° 2001-2594/2595/2596 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : A2069DIH](#)).

L'entretien du président d'une communauté d'agglomération, candidat aux élections sénatoriales, publié trois mois avant le scrutin, dans le magazine trimestriel d'information de cette communauté d'agglomération, ne peut être regardé, par son contenu, comme constituant de la propagande électorale (Cons. const., décision n° 2004-3388 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : A0379DIU](#)).

La réunion dénommée « Premières rencontres des maires et des présidents de structure intercommunale avec le département » a été exclusivement consacrée à la présentation des nouvelles orientations de la politique du conseil général et à un échange de vues sur les relations entre le département et les communes. Pour critiquable que soit la décision d'organiser une telle manifestation une semaine avant le jour du scrutin, alors que le président du conseil général était candidat à l'élection sénatoriale, cette manifestation n'a pu, compte tenu de son objet et de l'écart de voix, altérer le résultat du scrutin. Les dépenses engagées à ce titre par le département ne peuvent être regardées comme une contribution à la campagne (Cons. const., décision n° 2004-3387 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : A0378DIT](#)).

À noter enfin que l'État prend à sa charge les frais d'envoi des circulaires et bulletins et rembourse le coût du papier et les frais d'impression des circulaires et bulletins aux candidats ayant obtenu, en cas de scrutin proportionnel, au moins 5 % des suffrages exprimés ou, en cas de scrutin majoritaire, à l'un des deux tours au moins 10 % des suffrages exprimés (C. élec., art. L. 308 [N° Lexbase : L2676AAD](#)).

5. Les opérations de vote et la proclamation des résultats

E225703Y

Les opérations de vote des sénateurs sont organisées par les articles **L. 312 à L. 318 du Code électoral**.

5-1. Le matériel mis à disposition par le bureau de vote

Le vote a lieu sous enveloppes, devant être mises à disposition des électeurs dans le bureau de vote le jour du scrutin (C. élec., art. L. 313, al. 1^{er} et 2 [N° Lexbase : L4852DZQ](#)). Avant l'ouverture du scrutin, le bureau devra vérifier que le nombre d'enveloppes mises à disposition correspond au nombre d'électeurs inscrits (C. élec., art. L. 313, al. 3 [N° Lexbase : L4852DZQ](#)).

La circonstance que les enveloppes utilisées le 27 septembre 1998 pour l'élection de deux sénateurs dans le département n'aient pas été frappées du timbre à date de la préfecture, contrairement aux dispositions de l'article R. 167 du Code électoral [N° Lexbase : L9875H37](#), est restée sans incidence sur la régularité du scrutin en l'absence de toute allégation de fraude et eu égard au fait que les enveloppes utilisées étaient toutes identiques (Cons. const., décision n° 98-2569 SEN, du 19 novembre 1998 [N° Lexbase : O9590BKE](#)).

Si ces enveloppes réglementaires font défaut, le président du bureau devra les remplacer par d'autres enveloppes d'un type uniforme. Le remplacement des enveloppes doit être mentionné au procès-verbal et accompagné de cinq enveloppes dont il a été fait usage (C. élec., art. L. 313, al. 4 [N° Lexbase : L4852DZQ](#)).

Si les requérants soutiennent que l'envoi d'un courrier électronique, par un collaborateur du maire d'une commune, aux délégués de cette commune appelés à prendre part au vote, proposant de leur fournir une enveloppe nominative, aurait été constitutif d'une consigne de vote, en méconnaissance des dispositions de l'article L. 313 du Code électoral [N° Lexbase : L4852DZQ](#), il n'est pas établi que l'enveloppe nominative remise aux délégués contenait, outre la convocation des délégués, un bulletin de vote en faveur de la liste du candidat élu. Le grief est donc rejeté (Cons. const., décision n° 2017-5263/5264 SEN, du 6 avril 2018 [N° Lexbase : Z758317X](#)).

Dans les départements où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, des **machines à voter agréées** peuvent être utilisées, sous réserves de respecter les conditions fixées à l'article L. 57-1 du Code électoral [N° Lexbase : L796917B](#) (C. élec., art. L. 313, al. 5 [N° Lexbase : L4852DZQ](#)). Pour ces bureaux dotés de machines à voter, il est impératif de s'assurer de leur bon fonctionnement et que les compteurs sont mis à zéro, comme pour tout scrutin au cours duquel ces machines sont utilisées (C. élec., art. L. 63 [N° Lexbase : L2790AAL](#)).

L'installation des isolements est strictement réglementée. En effet, le nombre d'isolements présents dans la salle de vote se fait en fonction du nombre d'électeurs inscrits (un isolement pour trois cents électeurs inscrits) ou par fraction (C. élec., art. L. 314, al. 2 [N° Lexbase : L4853DZR](#)). De plus, les isolements ne doivent pas être placés de manière à dissimuler au public les opérations électorales (C. élec., art. L. 314, al. 3 [N° Lexbase : L4853DZR](#)).

Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie de la liste des électeurs du département (certifiée par le préfet) est présente sur la table du bureau de vote et fera office de liste d'émargement (C. élec., art. L. 314-1 [N° Lexbase : L4854DZS](#)).

Si le nombre des émargements n'a pas été mentionné sur les listes d'émargement, il figure néanmoins sur les procès-verbaux signés par les membres du bureau et donc le scrutin n'est pas irrégulier (Cons. const., décision n° 2004-3393 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : O0331AYW](#)).

L'urne électorale doit obligatoirement être transparente, ne posséder qu'une ouverture et doit respecter les autres conditions de fermeture précisées à l'article L. 63 du Code électoral [N° Lexbase : L2790AAL](#). Les bulletins de vote doivent comporter le nom du ou des candidats ou de leurs remplaçants (C. élec., art. L. 315 [N° Lexbase : L2683AAM](#)).

5-2. La procédure de vote

Dans les départements, le collège électoral se réunit au chef-lieu, c'est-à-dire au centre administratif de la circonscription territoriale (C. élec., art. L. 312 [N° Lexbase : L2680AAI](#)). Il est important de noter que le décret de convocation précité du 6 avril 2023 précise que, conformément à l'article R. 168 du Code électoral [N° Lexbase : L7261LYL](#), dans les départements où les élections ont lieu au scrutin majoritaire, le premier tour du scrutin se tiendra de 8 heures 30 minutes à 11 heures, et le second tour de 15 heures 30 minutes à 17 heures 30 minutes. Dans les départements où les élections ont lieu au scrutin proportionnel, le scrutin se tiendra de 8 heures 30 minutes à 17 heures 30 minutes. Le président du bureau de vote pouvant mettre un terme à l'élection avant les heures fixées s'il constate que tous les électeurs ont voté.

Le bureau de collège électoral est présidé par le président du tribunal judiciaire, assisté des deux conseillers départementaux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats (C. élec., art. R. 163 [N° Lexbase : L0780L3B](#)).

Le collège électoral est divisé en sections au regard de la liste des électeurs du département. C'est le préfet qui procède à cette division au plus tard la veille du scrutin. Chaque section comprend au moins cent électeurs. Les bureaux de vote des sections se composent d'un président, d'au moins deux assesseurs et d'un secrétaire. Ils sont nommés par le bureau du collège électoral parmi les électeurs de la section (C. élec., art. R. 165 [N° Lexbase : L7260LYK](#)). C'est le président de chaque section qui a le pouvoir de l'assemblée qu'il préside. Les seules personnes qui ont accès aux salles de vote sont les membres du bureau et les électeurs composant le collège électoral du département, les candidats ou leurs représentants.

5-2-2. Le déroulement du vote

Le vote en salle

À son entrée dans la salle de vote, l'électeur doit décliner son identité ou donner la preuve de son droit de voter. Il appartient au bureau de statuer sur toutes difficultés ou contestations relatives à l'accès aux salles de vote (C. élec., art. R. 166 [N° Lexbase : L2827MH8](#)). Les délégués ne figurant pas sur la liste électorale sont admis à voter sur présentation des pièces justifiant de leur qualité et il en va de même des suppléants des délégués qui doivent en outre démontrer l'empêchement du délégué qu'ils suppléent.

Le vote par procuration

Si les électeurs souhaitent user de leur droit de vote par procuration, ils doivent en faire la demande revêtue de leur signature au préfet dans le département dans les 48 heures au moins précédant le scrutin. À noter que ce droit de vote par procuration n'est pas ouvert à tous les électeurs du collège électoral, mais seulement aux députés, aux sénateurs, aux conseillers régionaux, aux conseillers à l'assemblée de Corse, aux conseillers départementaux et aux conseillers métropolitains de Lyon. Les délégués des conseils municipaux ont, eux, les suppléants en cas d'empêchement.

Pour les électeurs votant par procuration, ils doivent préciser la nature de l'empêchement majeur invoqué résultant, de façon limitative, d'un handicap, d'une obligation professionnelle, d'une raison de santé, de l'assistance apportée à une personne malade ou infirme, d'un placement en détention provisoire ou de l'exécution d'une peine privative de liberté n'entraînant pas une incapacité électorale.

La procuration est rédigée sur papier libre et signée par l'intéressé avant d'être jointe à la demande. Elle ne peut être établie qu'au profit d'un membre du collège électoral du département. Le préfet avise immédiatement le mandant dont la procuration n'est pas valable. Les demandes valables sont transmises au président du bureau du collège électoral. Le mandataire ne peut voter que sur présentation d'une procuration régulièrement établie et signée par le mandant.

À noter enfin, que si la procuration est irrévocable, le mandant peut toutefois, si son empêchement est levé, se présenter pour voter ce qui a pour effet, si la procuration n'a pas été utilisée, de la révoquer de droit.

Le matériel de vote

Ensuite, l'électeur devra se munir, lui-même, d'une enveloppe. À préciser que les enveloppes sont fournies par l'administration préfectorale en nombre égal à celui des électeurs inscrits. Elles sont opaques, non gommées et de type uniforme pour chaque département. Il doit se rendre dans la partie aménagée et isolée pour rentrer son bulletin dans l'enveloppe. En sortant de l'isoloir, il doit faire constater au président du bureau qu'il ne détient qu'une seule enveloppe (sans la prendre en main) et pour finir, il doit introduire l'enveloppe dans l'urne (C. élec., art. L. 314, al. 1^{er} [N° Lexbase : L4853DZR](#)).

La machine à voter

Concernant les bureaux dotés d'une machine à voter, l'identité de l'électeur ou son droit de voter doit obligatoirement être prouvés. À la suite, il doit enregistrer son suffrage dans la machine (C. élec., art. L. 314, al. 4 [N° Lexbase : L4853DZR](#)).

Les électeurs atteints d'infirmité

Les personnes atteintes d'infirmité, qui sont dans l'impossibilité d'introduire leur bulletin dans l'enveloppe et de glisser celle-ci dans l'urne ou de faire fonctionner la machine à voter, peuvent se faire assister par un électeur de leur choix (à l'exception des personnes majeures sous tutelle) (C. élec., art. L. 64 [N° Lexbase : L7303LP8](#) applicable par renvoi de l'article L. 316 du Code électoral [N° Lexbase : L2684AAN](#)). Selon le même article, si un électeur se trouve dans l'impossibilité de signer la feuille d'émargement, une personne de son choix peut signer à sa place et joindre la mention suivante : « l'électeur ne peut signer lui-même ».

La liste d'émargement

C'est la liste des électeurs du département. Elle est signée après que l'enveloppe a été insérée dans l'urne. À la clôture du scrutin, la liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau du collège électoral et il est aussitôt procédé au dénombrement des émargements (C. élec., art. R. 164 [N° Lexbase : L1944HWW](#)). La disparition de la liste d'émargement de la section le soir du scrutin à 18 heures 15 minutes retrouvée le lendemain matin à 9 heures, fait obstacle au contrôle par le Conseil constitutionnel de la sincérité des opérations électorales et doit, par suite, entraîner l'annulation de l'élection, qui s'est jouée à une voix d'écart (Cons. const., décision n° 95-2062/2063/2073 SEN, du 3 mai 1996 [[en ligne](#)]).

5-2-3. À la suite du vote

E2262038

Une procédure déterminée est prévue quant à l'organisation du dépouillement. Après la clôture du scrutin, s'effectue un dénombrement des émargements.

Ensuite, l'urne est ouverte et le nombre d'enveloppes est compté. Si une différence se constate entre le nombre d'enveloppes présentes dans l'urne et le nombre d'émargements retenus, il doit en être fait état dans le procès-verbal.

Par renvoi, l'article L. 65 du Code électoral [N° Lexbase : L7968I7A](#), faisant état des règles relatives aux scrutateurs, est applicable aux élections sénatoriales. Le bureau désigne alors des scrutateurs (sachant lire et écrire) parmi les électeurs présents. Ils doivent se diviser par table de quatre au moins. De plus, il est prévu que le nombre de tables ne peut pas être supérieur au nombre d'isoloirs.

Les membres du bureau de vote peuvent participer à ces opérations à défaut de scrutateurs en nombre suffisant (Cons. const., décision n° 2004-3393 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : O0331AYW](#)).

Les scrutateurs désignés par un même candidat isolé ou liste ne doivent pas être présents à la même table, il faut que le dépouillement soit contrôlé par un scrutateur de chaque candidat isolé ou liste.

Les enveloppes contenant les bulletins sont regroupées par paquet de cent et sont introduites dans des enveloppes spéciales.

À chaque introduction de paquet de cent, l'enveloppe les contenant est signée par le président de bureau de vote et par au moins deux assesseurs représentants, sauf liste ou candidat unique, des listes ou des candidats différents.

Pour procéder à la collecte des suffrages, un premier scrutateur extrait le bulletin d'une enveloppe et le passe, déplié, au second.

Le second lit à haute voix le nom de la liste porté sur le bulletin remis.

Après, le troisième et le quatrième scrutateur relèvent les suffrages obtenus sur des feuilles de pointage par chaque candidat (scrutin majoritaire) ou par chaque liste (scrutin proportionnel).

Les scrutateurs remettent au bureau les feuilles de pointage signées par eux ainsi que les bulletins et enveloppes dont la validité est douteuse ou contestée.

Un mécanisme de contrôle peut être exercé, par tout candidat ou son représentant dûment désigné, sur toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de décompte des voix, dans tous les locaux où s'effectuent ces opérations, ainsi que d'exiger l'inscription au procès-verbal de toutes observations, protestations ou contestations sur lesdites opérations, soit avant la proclamation du scrutin, soit après (C. élec., art. 67 [N° Lexbase : L2795AAR](#)).

Le fait de soutenir que les mandataires des listes de candidats n'étaient pas présents auprès du président du collège électoral lors de la décision du bureau concernant les bulletins blancs et nuls, pas plus que lors de la rédaction du procès-verbal, ne permet d'alléguer ni d'établir que ces mandataires aient été empêchés d'être présents et de surveiller ainsi les opérations de dépouillement (Cons. const., décision n° 95-2067 SEN, du 29 novembre 1995 [N° Lexbase : O2069BTS](#)).

5-3. La validité du vote

Des règles s'appliquent quant à la forme du bulletin et son enveloppe, à défaut de régularité, celui-ci peut être déclaré nul (C. élec., art. L. 66 [N° Lexbase : L5163IZA](#), R. 155 [N° Lexbase : L2829MHA](#), R. 170 [N° Lexbase : L7242LYU](#) et L. 52-3 [N° Lexbase : L7577LTS](#)). À noter à cet égard qu'ils existent aussi bien des causes communes de nullité que des causes spécifiques en fonction de la nature du scrutin, majoritaire ou proportionnelle.

Certains bulletins ne vont pas rentrer en compte dans le résultat du dépouillement s'ils ne contiennent pas une désignation suffisante, s'ils ne sont pas anonymisés, s'ils sont trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire, si les bulletins sont établis sur papier de couleur, si le bulletin ou l'enveloppe porte des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ou s'ils contiennent des mentions injurieuses pour les candidats ou les tiers.

Néanmoins, ils seront annexés au procès-verbal accompagné de la cause de leur irrégularité (C. élec., art. L. 66 [N° Lexbase : L5163IZA](#)).

Sont déclarés nuls, les bulletins ne respectant pas le format réglementaire prévu à l'**article R. 155 du Code électoral** [N° Lexbase : L2829MHA](#) (C. élec., art. R. 170 [N° Lexbase : L7242LYU](#)).

De plus, les circulaires utilisées comme bulletin et les bulletins imprimés différents de ceux produits par le candidat ou la liste de candidats sont nuls (C. élec., art. R. 170 [N° Lexbase : L7242LYU](#)).

La validation par le bureau du collège électoral de deux bulletins provisoirement déclarés nuls par une section du collège électoral au premier tour des élections a été, en tout état de cause, compte tenu de l'écart de voix, sans incidence sur les résultats du premier tour à l'issue duquel un candidat a été proclamé élu (Cons. const., décision n° 2004-3391 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : O0330AYU](#)).

Les bulletins imprimés au nom d'un candidat sur lesquels le nom du candidat ou de son remplaçant aurait été rayé ainsi que les bulletins manuscrits ne comportant pas le cas échéant le nom du remplaçant désigné par le candidat sont également déclarés comme nuls.

De plus, ne sont pas pris en compte, dans les départements où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, les bulletins comportant adjonction ou suppression de nom ou modification de l'ordre de présentation des candidats.

Enfin, dans les départements où l'élection a lieu au scrutin majoritaire, si sur un bulletin établi au nom de plusieurs candidats le nom d'un ou de plusieurs remplaçants a été rayé, le vote n'est pas valable à l'égard du ou des candidats qu'ils sont appelés à remplacer (C. élec., art. R. 170 [N° Lexbase : L7242LYU](#)).

5-4. La proclamation des résultats

Le bureau de section doit lister le nombre d'électeurs inscrits, le nombre de votants, le nombre d'enveloppes et de bulletins annulés, le nombre de votes blancs, le nombre de suffrages exprimés et le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat (scrutin majoritaire) ou par chaque liste (représentation proportionnelle).

Le bureau de la section dresse un procès-verbal. Il y joint la liste d'émargement, les feuilles de pointage des votes, les bulletins blancs ou nuls, ceux sur lesquels un suffrage a été annulé et les bulletins et enveloppes ayant donné lieu à contestation. Ces documents, contresignés par les membres du bureau, sont immédiatement transmis au président du bureau du collège électoral. C'est le bureau du collège électoral qui procède à un recensement général des suffrages. Le procès-verbal de l'élection est alors dressé et les bulletins y sont annexés. Le président du bureau du collège électoral procède à la proclamation des résultats. Le procès-verbal est transmis à la préfecture.

6. Le financement des élections

E226503B

6-1. Les dépenses et les recettes

La période de financement débute le premier jour du sixième mois précédant le premier jour de l'élection et s'achève à la date du dépôt du compte de campagne (C. élec., art. L. 52-4).

6-1-1. Les dépenses

E226703D

Sont exclues les dépenses engagées la veille et le jour de scrutin (C. élec., art. L. 47 [N° Lexbase : L7605LTT](#)).

En revanche, les dépenses engagées avant le début de la période prémentionnée pour la fourniture de prestations intervenant durant la période devront être inscrites au compte de campagne en tout ou partie, au titre des concours en nature (CNCCFP, *Guide du candidat et du mandataire, Élections sénatoriales 2023 et autres élections* [\[en ligne\]](#)).

Les dépenses électorales effectuées durant la période mentionnée ci-dessus et autres que les dépenses de propagande directement prises en charge par l'État font l'objet d'un plafonnement, déterminé en fonction du nombre d'habitants de la circonscription d'élection, conformément au tableau annexé au Code électoral (C. élec., art. L. 52-11 [N° Lexbase : L1146KME](#)).

Le déplacement du plafond peut entraîner le rejet du compte de campagne et le remboursement par le candidat d'une somme égale au montant du dépassement constaté (C. élec., art. L. 52-15 [N° Lexbase : L7614LT8](#)).

Les dépenses de la campagne officielle incluent l'impression des bulletins de vote, les affiches électorales apposées devant les bureaux de vote, les professions de foi. Les quantités d'impressions à inscrire dans les dépenses sont fixées par arrêté préfectoral (C. élec., art. R. 39 [N° Lexbase : L8727IYU](#)).

La nature particulière des élections sénatoriales a pour conséquence que les frais de propagande officielle ne couvrent que les dépenses relatives aux circulaires et aux bulletins de vote (C. élec., art. R. 155 [N° Lexbase : L2829MHA](#) et R. 160 [N° Lexbase : L5532HWS](#)).

Le remboursement des frais mentionnés à l'article R. 39 du Code électoral [N° Lexbase : L8727IYU](#) ne fait pas l'objet d'une inscription au compte de campagne, en principe, mais il est de la compétence du préfet et porte sur lesdites dépenses engagées par les candidats ou listes ayant recueilli au moins 5 % des suffrages exprimés.

Les dépenses d'impression effectuées en application des dispositions précitées et excédant le montant fixé par la préfecture sont à intégrer au compte de campagne et peuvent faire l'objet d'un remboursement au titre des dispositions de l'article L. 52-11-1 du Code électoral [N° Lexbase : L7316LT7](#) (CE, avis, 3^e-8^e ch. réunies, 11 octobre 2022, n° 465399 [N° Lexbase : A60478NB](#)).

6-1-2. Les recettes

E226803E

Les dons et apports des candidats

Les recettes peuvent en premier lieu être constituées par les dons des personnes physiques, lesquels sont plafonnés à hauteur de 4 600 euros pour la même élection et limités aux personnes de nationalité française ou résidant en France (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)).

Au-delà de 150 euros, les dons doivent être faits par chèque, virement, prélèvement ou carte bancaire (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)) et le montant des dons en espèces ne peut dépasser 20 % du plafond des dépenses.

À noter. - Les contributions des candidats et colistiers ne sont pas des dons, mais des apports personnels, lesquels ne sont pas concernés par le plafonnement mais ne permettent pas de bénéficier de la déduction fiscale. Le candidat ne peut recueillir les dons que par l'intermédiaire de son mandataire : il s'agit d'une formalité substantielle, de sorte que son irrespect peut entraîner l'irrégularité du compte de campagne.

À noter également que le mandataire financier peut recourir à des services de paiement en ligne pour recueillir des fonds (décret n° 2020-1397, du 17 novembre 2020, pris pour l'application de la loi n° 2019-1269, du 2 décembre 2019, et visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral [N° Lexbase : L6933LYG](#) ; C. élec., art. R. 39-1-1 [N° Lexbase : L2440MI9](#) et R. 39-2-1 [N° Lexbase : L7240LYS](#)).

Quant aux dons consentis par des personnes morales, à l'exception des partis politiques, ils sont rigoureusement interdits par la loi (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)).

L'apport personnel du candidat doit, quant à lui, être justifiable s'agissant de son origine (CE, 16 décembre 1992, n° 136066, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : A1097AIH](#)).

Les emprunts

Les emprunts doivent être souscrits par le candidat, et non par le mandataire. Leur montant peut être versé soit sur le compte personnel du candidat, soit sur le compte de campagne. Si la somme est versée sur le compte personnel du candidat, il devra verser, depuis ce compte, les intérêts liés à l'emprunt, ce qui constitue une dérogation autorisée à la règle selon laquelle toutes les dépenses liées à la campagne sont effectuées par le mandataire (CNCCFP, *Guide du candidat et du mandataire, Élections sénatoriales 2023 et autres élections*, p. 48 [[en ligne](#)]).

Les emprunts peuvent être contractés auprès d'établissements bancaires, mais également auprès de partis politiques, qui peuvent consentir à deux types de prêts, ceux assortis d'intérêts et ceux sans intérêts. À noter que les partis ne peuvent octroyer des prêts avec intérêts à leurs candidats que dans la mesure où ils ont eux-mêmes souscrit des emprunts avec intérêts à cette fin et dans la limite des intérêts afférents (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)).

Les personnes physiques peuvent aussi consentir des prêts à des candidats, dès lors qu'ils ne sont pas effectués à titre habituel et que leur durée n'excède pas cinq ans. Le candidat est également tenu d'adresser un état annuel du remboursement du prêt à la CNCCFP (C. élec., art. L. 52-7-1 [N° Lexbase : L7385LGM](#)).

Les contributions des groupements politiques

Les contributions des partis ou groupements politiques font partie des recettes autorisées (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)). S'entend par parti politique la personne morale de droit privé qui s'est assigné un but politique si elle est éligible à l'aide publique ou a régulièrement désigné un mandataire (loi n° 88-227, du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique, art. 11 à 11-7 [N° Lexbase : Z88667QE](#)).

À noter. - Dans l'hypothèse où des structures locales participent au financement de la campagne, le candidat doit s'assurer qu'elles entretiennent des liens avec des partis entrant dans le champ de la loi n° 88-227, du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique [N° Lexbase : Z88667QE](#).

Les concours en nature

S'entendent par concours en nature les prestations et avantages dont le candidat a pu bénéficier, qui n'ont pas donné lieu à facturation ou à mouvement de fonds, mais qui devront faire l'objet d'une évaluation.

Cela concerne :

- l'usage d'un bien personnel des candidats ;
- les concours apportés par une formation politique dans le cadre de son activité normale de soutien aux candidats ;
- toute forme de concours gracieux apporté par une personne physique (CNCCFP, *Guide du candidat et du mandataire, Élections sénatoriales 2023 et autres élections*, p. 54 [\[en ligne\]](#)).

Les concours en nature n'ouvrent pas droit au remboursement forfaitaire de l'État, mais sont soumis aux mêmes interdictions et plafonnements que les dons (C. élec., art. L. 52-8 [N° Lexbase : L7612LT4](#)).

Ils doivent, en outre, être estimés et inscrits au compte de campagne, en dépenses et en recettes, pour permettre le contrôle du respect des règles liées au plafonnement des dépenses.

À noter. - Les services rendus par des militants, à titre gratuit **et lorsqu'ils ne sont pas en lien avec leur activité professionnelle**, n'ont pas à être évalués et intégrés au compte de campagne.

6-2. Les modalités de remboursement forfaitaire par l'État

Le remboursement des dépenses électorales est soumis au respect des conditions cumulatives suivantes (C. élec., art. L. 52-11-1 [N° Lexbase : L7316LT7](#)) :

- les candidats ou listes de candidats ont obtenu 5 % des suffrages exprimés au premier tour ;
- le compte de campagne a été approuvé par la CNCCFP.

Le montant du remboursement est versé sur le compte personnel du candidat ou tête de liste, et non pas au compte ouvert par le mandataire financier car il ne peut constituer une recette de campagne (CNCCFP, *Guide du candidat et du mandataire, Élections sénatoriales 2023 et autres élections* [\[en ligne\]](#)).

Le montant du remboursement maximal est fixé à 47,5 % du montant du plafond des dépenses électorales applicables (C. élec., art. L. 52-11-1 [N° Lexbase : L7316LT7](#)).

Le contentieux du remboursement des dépenses électorales n'est pas du ressort du juge de l'élection, mais relève du juge de droit commun (CE, 5^e-7^e s.-sect. réunies, 28 février 2000, n° 207628, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : L0508AUD](#)).

6-3. Le compte de campagne

Le dépôt d'un compte de campagne constitue une obligation pour tout candidat ou liste de candidats aux élections sénatoriales (C. élec., art. L. 52-12 [N° Lexbase : L7578LTT](#)).

Le compte de campagne retrace, pour la période prémentionnée et à l'exclusion des dépenses liées à la campagne officielle, l'ensemble des recettes et, selon leur nature, l'ensemble des dépenses engagées par ou pour le candidat (C. élec., art. L. 52-12 [N° Lexbase : L7578LTT](#)).

Les avantages, dons et prestations en nature doivent être estimés par le candidat et inclus au compte de campagne (C. élec., art. L. 52-12 [N° Lexbase : L7578LTT](#)).

Le compte de campagne peut être excédentaire ou en équilibre, mais en aucun cas en déficit (C. élec., art. L. 52-12 [N° Lexbase : L7578LTT](#)).

Il doit être déposé au plus tard avant le dixième vendredi suivant le premier tour de scrutin à 18 heures avec ses annexes et accompagné des justificatifs de ses recettes, notamment d'une copie des contrats de prêts, ainsi que des factures, devis et autres

documents justificatifs (C. élec., art. L. 52-12 [N° Lexbase : L7578LTT](#)).

Le compte de campagne doit comporter deux enveloppes, la première qui contient le formulaire de compte de campagne et les pièces justificatives des dépenses et l'autre, à l'intérieur de la première, contient l'ensemble des annexes (CNCCFP, *Notice d'information pour remplir le compte de campagne* [\[en ligne\]](#)).

Le Code électoral a instauré un droit au compte de campagne et précise la procédure à suivre en cas de refus d'ouverture. Ce droit au compte s'étend au droit à la fourniture des moyens de paiement et services bancaires ; droit à l'information sur les recours et décisions de refus implicite ; droit face aux décisions de clôture du compte à l'initiative des établissements bancaires (C. élec., art. L. 52-6-1 [N° Lexbase : L7387LGP](#)).

En pareilles circonstances, il convient de saisir la Banque de France, qui désigne un établissement en 24 heures, lequel a obligation d'ouvrir le compte dans les 72 heures (C. élec., art. L. 52-6-1 [N° Lexbase : L7387LGP](#) ; v. également [\[en ligne\]](#)).

6-4. Le mandataire financier

6-4-1. Les incompatibilités

E227203K

Le mandataire financier est, au choix du candidat ou du tête de liste, soit une personne physique ; soit une association de financement électorale (C. élec., art. L. 52-4 [N° Lexbase : L7372MG7](#)).

Le mandataire ne peut être commun à plusieurs candidats ou listes de candidats. S'il s'agit d'une association, des personnes physiques peuvent être membres de plusieurs associations, ces dernières ayant une personnalité morale qui leur est propre (C. élec., art. L. 52-4 [N° Lexbase : L7372MG7](#)).

Les candidats titulaires ou suppléants ne peuvent être mandataire financier ou membre de l'association de financement (C. élec., art. L. 52-6 [N° Lexbase : L0933L7P](#)).

L'expert-comptable présentant le compte de campagne ne peut être mandataire ou président ou trésorier de l'association de financement (C. élec., art. L. 52-6 [N° Lexbase : L0933L7P](#)).

6-4-2. La déclaration

E227303L

Le candidat peut déclarer un mandataire au moment qu'il choisit, y compris avant la période préélectorale, c'est-à-dire avant même le début du sixième mois précédant le premier jour du mois de l'élection, mais dans cette hypothèse, il ne pourra percevoir de fonds ou régler des dépenses avant cette date.

Au plus tard, la nomination intervient au moment de l'enregistrement de la candidature qui demeure conditionnée au respect de cette formalité (C. élec., art. L. 52-4 [N° Lexbase : L7372MG7](#)).

[La déclaration d'une association de financement électorale comme mandataire nécessite au préalable la création de l'association, dont les statuts doivent faire apparaître ses spécificités au regard du Code électoral, à savoir :](#)

- ouverture d'un compte de dépôt unique retraçant la totalité des opérations financières ;
- caractère limité de la durée de vie de l'association et de la période durant laquelle elle peut recueillir des fonds (C. élec., art. L. 52-4 [N° Lexbase : L7372MG7](#) et L. 52-5 [N° Lexbase : L0932L7N](#)).

La déclaration de l'association de financement doit se faire par écrit à la préfecture ou sous-préfecture du lieu du siège social (loi du 1^{er} juillet 1901, art. 5 [N° Lexbase : Z30137NP](#)), contresignée par au moins deux dirigeants de l'association et accompagnée de l'accord écrit du candidat (C. élec., art. L. 52-5 [N° Lexbase : L0932L7N](#)).

La déclaration du mandataire si celui-ci est une personne physique est déposée à la préfecture de la circonscription électorale, elle prend effet immédiatement et le candidat doit demander un récépissé de la déclaration en préfecture (C. élec., art. L. 52-6 [N° Lexbase : L0933L7P](#)).

6-4-3. Le rôle du mandataire financier

E227403M

En premier lieu, il ouvre le compte de dépôt évoqué *supra*.

Le mandataire financier perçoit l'intégralité des fonds destinés au financement de la campagne et vérifie leur compatibilité au regard du Code électoral.

Vis-à-vis des donateurs, il émet un reçu pour chaque don (C. élec., art. L. 52-10 [N° Lexbase : L7425LG4](#) et R. 39-1 [N° Lexbase : L8992LHI](#)) ; concernant les dépenses, il les règle via les moyens de paiement suivants :

- l'émission de chèques tirés sur le compte de dépôt ouvert ;
- par virement ;
- par carte bancaire.

Aussi, il n'y a pas de plafond légal des recettes encaissées par le mandataire, c'est-à-dire que rien ne s'oppose à ce qu'elles outrepassent le plafond de dépenses (CNCCFP, *Guide du candidat et du mandataire, Élections sénatoriales 2023 et autres élections* p. 27 [\[en ligne\]](#)).

Le mandataire financier est également celui qui est chargé de la tenue des documents comptables, notamment au moyen d'une main courante journalière permettant d'établir le compte de campagne, retraçant les recettes encaissées au jour le jour et les

7. Les contentieux des élections sénatoriales

E227503N

Les élections donnent lieu, d'une manière générale, à divers contentieux, au premier rang desquels figure naturellement le contentieux électoral à proprement parler, porté devant le juge de l'élection. Existente également des contentieux « périphériques » (expression utilisée par le Professeur Rambaud dans son manuel *Droit des élections et des référendums politiques*, LGDJ, 2019), en amont ou en aval des opérations électorales.

Les élections sénatoriales n'échappent pas à cette diversité.

Les contentieux auxquels elles sont susceptibles de donner lieu seront présentés ici selon qu'il s'agit de contentieux a priori (en amont de l'élection) ou a posteriori (en aval).

7-1. Les contentieux a priori

7-1-1. Les contentieux des actes préparatoires

E227703Q

Les contentieux spéciaux

| LES CONTENTIEUX DU TABLEAU DES ÉLECTEURS ET DE LA RÉGULARITÉ DE L'ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS ET SUPPLÉANTS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Ainsi que cela a été indiqué *supra*, ces recours sont portés devant le tribunal administratif dont le jugement ne peut être contesté que devant le Conseil constitutionnel saisi de l'élection (C. élec., art. L. 292 [N° Lexbase : L2653AAI](#)).

| LES CONTENTIEUX DES DÉCLARATIONS DE CANDIDATURES

Ainsi que cela a également été indiqué *supra*, le préfet ne peut refuser lui-même l'enregistrement d'une candidature et doit saisir le tribunal administratif lorsqu'il estime qu'une déclaration ne remplit pas les conditions requises (C. élec., art. L. 303 [N° Lexbase : L2665AAX](#)).

En revanche, le préfet doit refuser l'enregistrement de la candidature d'une personne inéligible. Dans ce cas, le candidat peut contester le refus devant le tribunal administratif (C. élec., art. LO 304 [N° Lexbase : L9544H3U](#) et LO 160 [N° Lexbase : L3733IQC](#)).

Dans ces deux hypothèses, le jugement rendu ne peut être contesté que devant le Conseil constitutionnel saisi de l'élection.

Il n'existe aucun recours contre les décisions d'enregistrement, lesquelles pourront dès lors seulement être contestées dans le cadre d'une protestation électorale.

Le droit commun

Certains actes pris dans le cadre des élections sont jugés comme étant détachables de cette élection et peuvent ainsi faire l'objet d'un recours autonome (en somme ils n'ont pas à être contestés dans le cadre de la protestation électorale qui intervient a posteriori).

En matière d'élections sénatoriales, il existe une répartition des compétences entre le Conseil constitutionnel, qui est le juge de l'élection (v. *infra*) et le Conseil d'État, juge naturel des actes administratifs.

| LES CONTENTIEUX DES ACTES DÉTACHABLES DEVANT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Depuis une décision de 1981, le Conseil constitutionnel accepte de connaître des **recours dirigés contre le décret de convocation des collèges électoraux** aux élections parlementaires (Cons. const., décision n° 81-1 ELEC, du 11 juin 1981 [N° Lexbase : A1694AIL](#)).

Cette décision fait à la suite du refus récurrent du Conseil d'État de contrôler un tel acte (et notamment quelques jours avant la décision du Conseil constitutionnel : CE, 3^e-5^e s.-sect. réunies, 3 juin 1981, n° 34486, 34487, 34510 et 34511, publié au recueil Lebon [N° Lexbase : A6217AKH](#)).

Par la suite, le Conseil constitutionnel a précisé les conditions dans lesquelles il accepte d'être saisi en amont d'une élection, en indiquant que, s'il « peut exceptionnellement statuer sur les requêtes mettant en cause la régularité d'élections à venir, ce n'est que dans la mesure où l'irrecevabilité qui serait opposée à ces requêtes [...] risquerait de compromettre gravement l'efficacité du contrôle [...] de l'élection, vicierait le déroulement de l'élection des députés ou des sénateurs et, ainsi, pourrait porter atteinte au fonctionnement normal des pouvoirs publics » (Cons. const., décision n° 82-2 ELEC, du 16-20 avril 1982 [N° Lexbase : A1696AIN](#)).

Dans le cadre de cette jurisprudence, le Conseil constitutionnel a accepté de contrôler les **décisions de l'ex-Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (aujourd'hui ARCOM) qui vicieraient le déroulement général des opérations électorales de l'élection considérée** (Cons. const., décision n° 97-13 ELEC, du 16 mai 1997 [N° Lexbase : A1851AIE](#) ; Cons. const., décision n° 2007-138 PDR, du 19 avril 2007 [N° Lexbase : A24877NG](#)).

En revanche, il se déclare incompétent lorsque les actes portent sur des élections partielles (Cons. const., décision n° 95-10 ELEC, du 8 juin 1995 [N° Lexbase : A37681EB](#)) ou lorsque les actes en cause fixent des règles permanentes et de portée générale applicables à tous les scrutins du même type (Cons. const., décision n° 2001-95 PDR, du 14 mars 2001 [N° Lexbase : A99167PX](#)).

| LES CONTENTIEUX DES ACTES DÉTACHABLES DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État est compétent pour tous les actes détachables dont le contentieux ne relève pas du Conseil constitutionnel.

Ainsi, il contrôle par exemple le décret de convocation pour des élections parlementaires partielles (CE, 18 mai 2001, n° 233815, publié au recueil Lebon [N° Lexbase : A7163ATH](#) ; CE, 3^e-8^e s.-sect. réunies, 16 septembre 2005, n° 282171, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : A2818DLX](#)).

Le référé-liberté

Aux termes de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative [N° Lexbase : L3058ALT](#) :

« Saisi d'une demande en ce sens justifiée par l'urgence, le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public aurait porté, dans l'exercice d'un de ses pouvoirs, une atteinte grave et manifestement illégale. Le juge des référés se prononce dans un délai de quarante-huit heures. »

Plusieurs libertés fondamentales se rapportent aux élections et notamment le libre exercice du suffrage (CE, 7 février 2001, n° 229921, mentionné aux tables du recueil Lebon [N° Lexbase : A2602ATK](#)), le droit de se présenter ou de participer à des élections libres (CE, 1^{er} mars 2010, n° 337079, inédit au recueil Lebon [N° Lexbase : A6465ESA](#)), le caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion (CE, 13 mai 2005, n° 280353, inédit au recueil Lebon [N° Lexbase : A5031DI8](#)).

De sorte qu'une décision, un acte ou une carence d'une autorité publique en matière électorale pourrait donner lieu, le cas échéant, à une procédure de référé-liberté.

Les conditions devant être réunies sont néanmoins strictes puisque la décision, l'acte ou la carence doivent être de nature à porter une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté publique. En outre, la condition d'urgence est renforcée puisqu'elle doit être de nature à justifier une intervention du juge dans un délai de 48 heures.

S'agissant toutefois de cette dernière condition, les élections se déroulant dans des délais restreints, l'urgence semble facilement caractérisable.

D'ailleurs, le référé-liberté semble sur ce point plus adapté que le référé-suspension de l'article L. 521-1 du Code de justice administrative [N° Lexbase : L3057ALS](#), qui permet d'obtenir une décision du juge des référés dans un délai approximatif d'un mois, ce qui est le plus souvent trop long en matière électorale.

7-1-2. Les contentieux des irrégularités préalables au vote

E227803R

Les fausses informations

► **Pour aller plus loin.** - Il s'agit ici d'un sujet récurrent en période de campagne électorale. Voir *ÉTUDE : Les élections présidentielles, L'accès aux médias audiovisuels des candidats à l'élection présidentielle*, in *Droit électoral*, (dir. G. Prunier), Lexbase [N° Lexbase : E3710E9B](#)

Plusieurs procédures permettent de lutter contre les fausses informations : procédures de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse [N° Lexbase : L7589AIW](#), qui permettent de réprimer les propos sciemment erronés, diffamatoires, injurieux ou provocants, procédure de référé prévue à l'article 6 de la loi n° 2004-575, du 21 juin 2004, pour la confiance de l'économie numérique [N° Lexbase : L2600DZC](#), qui peut être mobilisée aux fins de faire cesser la diffusion de fausses informations diffusées par un service de communication au public en ligne, procédure de l'article 9 du Code civil [N° Lexbase : L3304ABY](#), s'agissant spécifiquement de la

protection de la vie privée, etc.

Il ne sera toutefois pas revenu sur ces procédures qui ne sont pas propres au contentieux électoral, à la différence de la **procédure de référé dite « fake news »**, introduite il y a peu.

Les lois organique n° 2018-1201 [N° Lexbase : L5464LNP](#) et ordinaire n° 2018-1202 [N° Lexbase : L5465LNQ](#), du 22 décembre 2018, relatives à la lutte contre la manipulation de l'information, ont créé la procédure dite de référé « fake news » (pour les sénatoriales : C. élec., art. L. 306 [N° Lexbase : L7373MG8](#) - renvoi opéré à l'article L. 163-2 du même code [N° Lexbase : L0460LT9](#) applicable aux élections législatives) et destinée à faire cesser la diffusion de fausses informations de nature à altérer la sincérité du scrutin par le biais de services de communication en ligne.

Cette nouvelle procédure vise plus précisément à **adapter l'arsenal juridique face au développement de nouvelles techniques de manipulation des électeurs via les réseaux sociaux par la diffusion massive de fausses informations**, orchestrée par des acteurs étrangers ou nationaux, publics ou privés, qui mobilisent d'importants moyens financiers et technologiques à cette fin.

Procédure. Le juge des référés peut être saisi par le ministère public, tout candidat, tout parti ou groupement politique ou « toute personne ayant intérêt à agir ».

Il se prononce dans un délai de 48 heures à compter de la saisine. En cas d'appel, la cour dispose du même délai pour se prononcer.

Le tribunal judiciaire et la cour d'appel de Paris ont une compétence exclusive en la matière (COJ, art. D. 211-7-2 [N° Lexbase : L8636LSN](#)).

Conditions de mise en œuvre. Elles sont **strictes** :

- la période pendant laquelle le référé est possible est resserrée puisqu'elle est comprise entre les trois mois précédant le premier jour du mois des élections et le jour de scrutin où les élections sont acquises ; en outre, ne sont visées que les élections générales et non les élections partielles ;
- il y a lieu de démontrer :
 - l'existence d'« allégations ou imputations inexactes ou trompeuses d'un fait », qui doivent en outre être « de nature à altérer la sincérité du scrutin ».
L'expression reprend les éléments de définition de la diffamation définie à l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse [N° Lexbase : C97904YA](#), et permet d'exclure les opinions pour se concentrer sur les faits, dont il est possible de démontrer la fausseté de manière objective (Cons. const., décision n° 2018-773 DC, du 20 décembre 2018 [N° Lexbase : A2418YRY](#)).
Le Conseil constitutionnel a ajouté la réserve d'interprétation selon laquelle le caractère inexact ou trompeur des allégations ou imputations en cause doit être « manifeste » ((Cons. const., décision n° 2018-773 DC, du 20 décembre 2018 [N° Lexbase : A2418YRY](#)). La charge de la preuve pèse sur le demandeur. Celle-ci pourra être difficile à apporter lorsqu'il s'agit de prouver un fait négatif. Des auteurs indiquent sur ce point qu'il sera possible d'apporter la preuve par le recours à un faisceau d'indices (v. G. Lécuyer et B. Huet, *Une procédure à expérimenter : le référé aux fins de cessation de la diffusion de fausses informations*, Légipresse, n° 370, avril 2019). S'agissant de l'altération de la sincérité du scrutin, ainsi que cela sera vu *infra*, elle est en principe appréciée en fonction de la gravité, de l'ampleur et de l'impact de l'irrégularité sur l'écart de voix entre les candidats. Ici, l'écart de voix est inconnu. Il est donc possible de penser qu'il s'agira davantage de démontrer le lien entre l'information mensongère et la campagne électorale (soit le lien avec un sujet de la campagne),
 - le caractère délibéré, artificiel ou automatisé et massif de la diffusion, par le biais d'un service de communication au public en ligne.

L'appréciation de ces critères, dont la démonstration pèse encore sur le demandeur, devra être précisée par le juge des référés.

Il a été indiqué que « le caractère artificiel ou automatisé de la diffusion renvoie [...] aux contenus sponsorisés – par le paiement de tiers chargés d'étendre artificiellement la diffusion de l'information – et aux contenus promus au moyen d'outils automatisés – par le recours à des "bots" » (TGI Paris, 17 mai 2019, n° 19/53935 [N° Lexbase : A1904ZCI](#)).

Pouvoirs du juge. Le juge des référés peut, si les conditions sont réunies, ordonner aux hébergeurs (les hébergeurs sont les sociétés qui assurent une prestation technique de stockage des pages web et qui accueillent les sites de leurs clients en mettant un espace à leur disposition – v. G. Lécuyer et B. Huet, *Une procédure à expérimenter : le référé aux fins de cessation de la diffusion de fausses informations*, précité) ou, à défaut, aux fournisseurs d'accès à internet, « toutes mesures proportionnées et nécessaires pour faire cesser cette diffusion ».

En pratique, les défendeurs seront la plupart du temps des sociétés étrangères, domiciliées à l'étranger si elles n'ont pas créé d'entité française, ce qui compliquera la mise en œuvre de cette procédure.

En pratique, il convient de relever que le référé « fake news » n'est pas utilisé et n'a donné lieu qu'à une décision (à tout le moins une décision publiée) depuis qu'il a été mis en place (TGI Paris, 17 mai 2019, n° 19/53935, précité [N° Lexbase : A1904ZCI](#)).

Autres irrégularités : principe de l'absence de procédure spécifique aux irrégularités commises pendant la campagne électorale

Le principe est celui de la compétence exclusive du juge de l'élection pour juger des irrégularités commises au cours des opérations électorales, mais aussi de la campagne.

En somme, il n'existe pas de procédure en amont de l'élection pour faire cesser des irrégularités commises au cours de la campagne électorale, et la seule voie de recours est la protestation électorale, une fois l'élection passée.

Ce principe a été acté par le Tribunal des conflits en 1979 puis en 1989 (T. confl., 2 juillet 1979, n° 02130, Troche et fédération de l'Aisne du PCF [N° Lexbase : A8065BD3](#) ; T. confl., 9 mai 1989, n° 02577, Anglade c/ Guyomarc'h [N° Lexbase : A8189BDN](#) et T. confl., 26 juin 1989, n° 02585, Bassigny [N° Lexbase : A8456BDK](#)), le Conseil constitutionnel en 1986 puis 1993 (Cons. const., décision n° 86-994 AN, du 3 juillet 1986 [N° Lexbase : A8841AHW](#) ; Cons. const., décision n° 93-1192 AN, du 8 juin 1993 [N° Lexbase : A7063AH3](#) ; v. aussi : Cons. const., décision n° 93-1334 AN, du 15 juin 1993 [N° Lexbase : A1825ANW](#)), puis la Cour de cassation en 1996 (Cass. ass. plén., 8 mars 1996, n° 93-15.274, publié au bulletin [N° Lexbase : A5909CGX](#) et n° 93-14.903, publié au bulletin [N° Lexbase : A5908CGW](#)).

Le tribunal des conflits a ainsi jugé qu'« il est de principe qu'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'interférer dans les opérations électorales de nature politique ou dans leurs préliminaires, dont le contentieux appartient au seul juge de l'élection » (décision du 9 mai 1989, précitée [N° Lexbase : A8189BDN](#)).

Le Conseil constitutionnel a, lui, affirmé, s'agissant du nom d'une liste, qu'« il n'appartient pas au juge judiciaire d'enjoindre à un candidat de cesser d'utiliser la dénomination d'une liste dont la candidature a été enregistrée », de même qu'il ne lui appartient pas, s'agissant de l'utilisation d'étiquettes politiques, « d'enjoindre à un candidat de cesser d'utiliser une dénomination figurant sur les bulletins de vote diffusés par la commission de propagande ou de faire obstacle directement ou indirectement à l'utilisation de ces bulletins par les électeurs » (décisions du 3 juillet 1986 [N° Lexbase : A8841AHW](#) et 8 juin 1993 [N° Lexbase : A7063AH3](#), précitées).

Enfin, la Cour de cassation a confirmé que l'appréciation de l'utilisation d'une marque ou logo sur un bulletin de vote ou une affiche revient à s'immiscer dans l'office du juge de l'élection :

« Mais attendu qu'ayant relevé qu'il était demandé de prescrire des mesures portant sur les documents électoraux, l'arrêt retient à bon droit qu'il n'appartient pas à l'ordre judiciaire d'interférer dans les opérations électorales, dont le contentieux ressorti au seul juge de l'élection. »

L'absence d'intervention du juge judiciaire en amont de l'élection ne semble toutefois pas totale.

En effet, des décisions fondées sur l'article 809 du Code de procédure civile [N° Lexbase : L9113LTP](#), qui permet au président, « même en présence d'une contestation sérieuse, [de] prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite », existent.

Ainsi, le tribunal de grande instance de Paris s'est reconnu compétent pour statuer sur le retrait de l'expression « candidat des maires » sur le site internet de M. Schivardi, candidat à l'élection présidentielle, au motif que, si le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que le président du tribunal de grande instance puisse connaître d'une demande affectant les opérations électorales qui relève de la seule compétence du juge des élections, il n'en demeure pas moins qu'en vertu de l'article 809 du Code de procédure civile [N° Lexbase : L9113LTP](#), le juge peut statuer sur une atteinte à des droits privés, pour faire cesser un trouble manifestement illicite (TGI Paris, ord. réf. 2 avril 2007, n° 07/52744 [N° Lexbase : A1318DWQ](#), citée in J.-P. Camby, *Élections parlementaires : règles contentieuses générales et contentieux du déroulement des élections*, Répertoire de contentieux administratif, Dalloz, mise à jour février 2022).

La Cour de cassation a également validé la distinction faite par la cour d'appel de Paris entre le « matériel électoral, dont le contrôle lui échappe en vertu de la règle de la séparation des autorités et des juridictions reconnues par la Constitution », ce qui viserait les documents soumis aux commissions de propagande, et les autres documents liés à la campagne électorale. La première chambre civile de la Cour de cassation a confirmé cette position (CA Paris, 14^e ch., sect. B, 6 avril 2007, n° 07/05275 [N° Lexbase : A3626DXL](#) ; Cass. civ. 1, 9 juillet 2008, n° 07-19.664, FS-P+B+R+I [N° Lexbase : A5453D9T](#)) :

« Dès lors que les mesures ordonnées pour faire cesser un trouble manifestement illicite né d'une atteinte à des droits privés ne portaient pas sur les documents électoraux, ni ne remettaient en cause un acte administratif préparatoire à l'élection, la cour d'appel s'est, à bon droit, reconnue compétente pour statuer sur la demande ».

Une voie reste donc entrouverte en amont de l'élection pour tenter de mettre fin à une irrégularité.

7-2. Les contentieux a posteriori

7-2-1. Les contentieux de la régularité de l'élection (contentieux électoral à proprement parler) **E228003T**

En vertu de l'article 59 de la Constitution [N° Lexbase : L1324A9W](#) :

« Le Conseil constitutionnel statue en cas de contestation sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs. »

Il convient de relever que le contentieux électoral des élections sénatoriales est peu fourni.

Ainsi, en 2017, le Conseil constitutionnel a été saisi de treize protestations électorales. Il avait été saisi, en 2014 et 2011, de dix-sept et six protestations (Conseil constitutionnel, *Commentaire sur les élections sénatoriales de septembre 2017* [en ligne](#)).

Cela s'explique par le mode d'élection particulier des sénateurs, à savoir le suffrage indirect, qui limite davantage les irrégularités possibles, par rapport aux élections législatives qui, elles, donnent lieu à un contentieux plus abondant (les députés sont néanmoins plus nombreux que les sénateurs et l'Assemblée nationale est renouvelée intégralement, ce qui explique également la différence).

Pour résumer, le Conseil constitutionnel contrôle les irrégularités qui peuvent atteindre la sincérité du scrutin, et ce tant durant la campagne électorale que pendant les opérations de vote elles-mêmes.

Plus précisément, après avoir constaté/vérifié l'existence d'irrégularités, il en tire les conséquences sur le résultat électoral.

En effet, toutes les irrégularités ne conduisent pas à l'annulation de l'élection ou à la modification du résultat électoral : ce sera le cas seulement si les irrégularités ont exercé une influence déterminante sur le vote des électeurs au point d'altérer le résultat du scrutin.

Par exemple, la présence, dans l'enceinte du lycée Paul-Gauguin de Papeete où se déroulait le scrutin, du président de la Polynésie,

et de deux autres personnes accompagnées de quelques-uns de leurs partisans, n'a pas en l'espèce constitué une pression de nature à avoir influencé le corps électoral (Cons. const., décision n° 2020-5685/5689 SEN, du 5 mars 2021 [N° Lexbase : A81564IW](#)). Le fait, à le supposer établi, que des électeurs aient dû attendre longuement, en raison du contexte sanitaire, pour pouvoir voter, n'est pas de nature à entacher d'irrégularité le scrutin.

Le fait qu'une vingtaine d'électeurs soient remplacés et que certains certificats établissant l'empêchement d'électeurs par des suppléants aient été établis par le même médecin, ne sont en tout état de cause pas de nature à entacher d'irrégularité les opérations électorales, en l'absence de manœuvres (Cons. const., décision n° 95-2067 SEN, du 29 novembre 1995 [N° Lexbase : O2069BTS](#)).

La possibilité d'accéder, sur le site internet du Sénat, avant la date du scrutin, à des tests concernant les résultats d'élections sénatoriales ne peut être regardée comme de nature à avoir affecté la sincérité du scrutin (Cons. const., décision n° 2001-2599/2600/2601/2602/2603/2604/2605/2606 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : A2072DIL](#)).

Si les requérants soutiennent que le sénateur élu aurait tenu des propos diffamatoires à l'égard de son concurrent, président de la Polynésie française, lors du débat d'orientation budgétaire préalable au vote du budget primitif pour l'exercice 2009, ces propos, à les supposer établis, ont été sans incidence sur l'issue du scrutin (Cons. const., décision n° 2008-4520 à 2008-4522 SEN, du 6 novembre 2008 [N° Lexbase : A1572EBT](#)).

Est en revanche sanctionnée une pression sur les électeurs : le parti Tahoera'a Huiraatira, qui soutenait les deux candidats élus, a regroupé environ quatre cents personnes, dont des membres du collège électoral, qui se sont rendus en cortège conduit par M. Gaston Flosse, président de ce parti, aux trois bureaux de vote installés dans le lycée Paul-Gauguin de Papeete. Nombre d'entre eux étaient habillés de vêtements aux couleurs dudit parti. Cette manifestation s'est tenue à proximité immédiate et à l'entrée même des bureaux de vote. Elle a, par elle-même, constitué une manœuvre pour faire pression sur les électeurs, membres du collège sénatorial, de nature, en raison de son organisation et de son importance, à porter atteinte à la sincérité du scrutin (Cons. const., décision n° 2014-4907 SEN, du 6 février 2015 [N° Lexbase : A9204NA7](#)).

L'influence s'apprécie au regard de la gravité et de l'ampleur de l'irrégularité, et de l'écart de voix séparant les adversaires. Plus l'écart sera faible et plus il sera considéré que l'irrégularité est susceptible d'avoir influencé la sincérité du scrutin. En pratique, l'écart doit être très faible.

N'est ainsi pas sanctionnée une régularité sans influence sur les résultats du scrutin du fait que le candidat élu a obtenu au premier tour de scrutin un nombre de voix très supérieur à la majorité absolue des suffrages exprimés nécessaire à son élection (Cons. const., décision n° 98-2566 SEN, du 10 novembre 1998 [N° Lexbase : A8761ACH](#)).

Il en est de même pour une requête fondée sur la prohibition de l'aide apportée à la campagne des candidats par des personnes morales autres que des partis politiques (Cons. const., décision n° 2001-2594/2595/2596 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : A2069DIH](#)).

De même, si le requérant soutient, d'une part, que deux électeurs ont été autorisés à voter alors qu'une signature avait déjà été portée devant leur nom sur la liste d'émargement et, d'autre part, que deux autres électeurs ont été empêchés de voter, à les supposer établies, ces irrégularités, qui ne portent que sur quatre suffrages, n'ont pu, compte tenu de l'importance de l'écart des voix entre les listes, exercer en l'espèce une influence sur le résultat du scrutin (Cons. const., décision n° 2014-4911 SEN, du 23 janvier 2015 [N° Lexbase : A8060M9E](#)).

En revanche, la disparition de la liste d'émargement de la section le soir du scrutin à 18 heures 15 minutes retrouvée le lendemain matin à 9 heures fait obstacle au contrôle par le Conseil constitutionnel de la sincérité des opérations électorales et doit, par suite, entraîner l'annulation de l'élection, qui s'est jouée à une voix d'écart (Cons. const., décision n° 95-2062/2063/2073 SEN, du 3 mai 1996 [en ligne](#)).

En l'absence d'annexion au procès-verbal de documents permettant au juge de l'élection d'exercer son contrôle sur la participation de suppléants au scrutin, et compte tenu de l'écart d'une seule voix séparant, au second tour de scrutin, les deux candidats, les opérations électorales sont annulées (Cons. const., décision n° 2002-2809 SEN, du 19 décembre 2002 [N° Lexbase : O2008A9A](#)).

En somme, le juge « s'intéresse moins à la légalité qu'à ce qu'on appelle la "sincérité" du scrutin, c'est-à-dire l'impact sur les résultats du scrutin ». Il s'agit de s'assurer que la volonté du corps électoral a été respectée (v. en ce sens, R. Rambaud, *Droit des élections et des référendums politiques*, LGDJ, 2019, § 1211 et 1261).

Le contentieux des élections sénatoriales est encadré, outre par l'article 59 précité de la Constitution [N° Lexbase : L1324A9W](#), par l'ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel [N° Lexbase : L0276A13](#) (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 32 à 45 [N° Lexbase : Z82783K3](#)), reprise au sein du Code électoral (C. élec., art. LO 325 [N° Lexbase : L9552H38](#), qui renvoie aux articles LO 179 et suivants [N° Lexbase : L3737IQH](#)), et par un règlement de procédure adopté par le Conseil constitutionnel (règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs).

Qualité pour agir. Le droit de contester une élection appartient à **toutes les personnes inscrites sur les listes électorales** ou les listes électorales consulaires de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection, ainsi qu'aux **personnes qui ont fait acte de candidature** (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 33 [N° Lexbase : Z82786K3](#)).

Les personnes inscrites sur les listes électorales sont « l'ensemble des citoyens inscrits sur les listes électorales, et non les seuls membres du collège électoral » (Cons. const., décision n° 95-2071 SEN, du 15 décembre 1995 [N° Lexbase : A37691EC](#) ; Cons. const., décision n° 98-2559 SEN, du 14 octobre 1998 [N° Lexbase : A8755ACA](#) ; Cons. const., décision n° 2011-4538 SEN, du 12 janvier 2012 [N° Lexbase : A1064IAN](#)). En revanche, seuls les électeurs inscrits dans le département où l'élection se déroule sont fondés à en contester les résultats (Cons. const., décision n° 2001-2597 SEN, du 8 novembre 2001 [N° Lexbase : O6804BBM](#) ; Cons. const., décision n° 2020-5691/5694 SEN, du 10 décembre 2020 [N° Lexbase : A853239U](#)).

Est dès lors irrecevable une contestation présentée au nom d'un parti politique alors même que la personne qui agit au nom de ce parti ou groupement est inscrite sur les listes électorales, ou candidate dans la circonscription (Cons. const., décision n° 89-1133/1136 SEN, du 5 décembre 1989 [N° Lexbase : A37701ED](#)).

De même, est irrecevable une protestation qui émane du préfet (Cons. const., décision n° 88-1043 AN, du 21 juin 1988 [N° Lexbase : A9487AHT](#)).

Avocat. La représentation du requérant par une tierce personne, en particulier par un avocat, n'est admise que pour les actes de la procédure autres que la requête : la requête présentée sans la signature du requérant est irrecevable (Règlement de procédure du Conseil constitutionnel, art. 3 [en ligne](#)) ; Cons. const., décision n° 78-839 AN, du 5 juillet 1978

[N° Lexbase : A9180AHH](#)).

Cette irrecevabilité est toutefois régularisable (Cons. const., décision n° 2007-3419/3810/3892 AN, du 25 octobre 2007 [N° Lexbase : O9253ALB](#)).

La représentation par un tiers doit être indiquée par le requérant expressément et par écrit (Règlement de procédure du Conseil constitutionnel, art. 3, al. 2 [\[en ligne\]](#)).

Délai de recours. L'élection peut être contestée **jusqu'au dixième jour qui suit la proclamation des résultats de l'élection, au plus tard à 18 heures** (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 33 [N° Lexbase : Z82786K3](#)). Ce délai court à partir du lendemain du jour où l'élection est officiellement proclamée (Règlement de procédure du Conseil constitutionnel, art. 1^{er} [\[en ligne\]](#)).

La requête doit être parvenue à la préfecture concernée, le cas échéant dans le poste diplomatique ou consulaire ou directement au secrétariat général du Conseil constitutionnel, faute de quoi elle est irrecevable (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 34 [N° Lexbase : C99927ES](#) ; Cons. const., décision n° 2011-4542 SEN, du 20 octobre 2011 [N° Lexbase : Z95731YH](#)).

Requête. La requête doit contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant, le nom des élus dont l'élection est attaquée, les moyens d'annulation invoqués. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. Le Conseil peut lui accorder exceptionnellement un délai pour la production d'une partie de ces pièces (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 35 [N° Lexbase : C99937ET](#)).

La requête doit nécessairement être dirigée contre une élection. Une requête dirigée contre les seules opérations du premier tour des scrutins dans les deux circonscriptions de la Polynésie française, dès lors qu'aucun candidat n'a alors été proclamé élu et que le requérant ne demandait la proclamation d'aucun candidat, est irrecevable (Cons. const., décision n° 2007-3902/3902 bis AN, du 4 octobre 2007 [N° Lexbase : A6400DYP](#)).

En revanche, les moyens qui seraient dirigés contre le seul premier tour d'une élection acquise au second sont recevables, dès lors que la conclusion est bien l'annulation de l'élection et non celle du seul premier tour (Cons. const., décision n° 2011-4543 SEN, du 22 décembre 2011 [N° Lexbase : A6893H8S](#)).

S'agissant des élections au Sénat, en dépit du caractère départemental de la circonscription, un requérant est fondé à ne présenter d'arguments qu'à l'encontre d'un seul des sénateurs élus (Cons. const., décision n° 95-2071 SEN, du 15 décembre 1995 [N° Lexbase : A37691EC](#)).

Les moyens invoqués pour la première fois dans des documents postérieurs à la saisine ne sont pas recevables (Règlement de procédure du Conseil constitutionnel, art. 5 [\[en ligne\]](#)).

En revanche, si le moyen nouveau est d'ordre public, il peut être soulevé à n'importe quel moment de la procédure. Tel est le cas d'une inéligibilité.

Rejet sans instruction contradictoire. Le Conseil constitutionnel peut rejeter sans instruction contradictoire préalable des requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs qui manifestement ne peuvent exercer une influence sur les résultats de l'élection (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 38 [N° Lexbase : C99967EX](#) ; Cons. const., décision n° 2021-5730 SEN, du 25 mars 2022 [N° Lexbase : Z2311118](#)). Est ainsi irrecevable une requête qui se borne à des allégations d'ordre général et ne soulève aucun grief précis pouvant être utilement invoqué pour contester des opérations électorales (Cons. const., décision n° 2004-3381/3396 SEN, du 25 novembre 2004 [N° Lexbase : O0326AYQ](#)).

Audience et auditions. Les séances du Conseil constitutionnel ne sont pas publiques. Les parties peuvent demander à être entendues dans le cadre d'une audition (il ne s'agit pas d'une audience publique) mais le Conseil constitutionnel n'est pas tenu de l'accepter (Règlement de procédure du Conseil constitutionnel, art. 17 [\[en ligne\]](#)).

Délai de jugement et voies de recours. Aucun texte n'impose au Conseil constitutionnel un délai pour statuer mais ce dernier s'emploie à juger rapidement les affaires dont il est saisi.

Le recours n'a pas d'effet suspensif (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 35 [N° Lexbase : C99937ET](#)).

L'article 62 de la Constitution [N° Lexbase : L1328A93](#) prévoit que les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours

Pouvoirs du juge. Le juge de l'élection peut, en cas d'irrégularités, rectifier les résultats, les réformer, annuler l'élection (ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, art. 41 [N° Lexbase : C99997E3](#) : « Lorsqu'il fait droit à une requête, le Conseil peut, selon les cas, annuler l'élection contestée ou réformer la proclamation faite par la commission de recensement et proclamer le candidat qui a été régulièrement élu »).

La rectification des résultats est l'opération qui consiste à ôter des voix à certains candidats pour en ajouter à d'autres au vu de l'examen des bulletins de vote (erreurs dans la comptabilisation des suffrages), ou à attribuer des bulletins déclarés nuls à tort.

Une rectification peut conduire à l'annulation de l'élection (si l'écart de voix est faible et qu'il est associé à des irrégularités) ou à la réformation si la rectification conduit à l'inversion des résultats (ou à aucun des deux si le résultat n'est pas changé et l'écart de voix suffisant).

La réformation conduit à proclamer le candidat qui a été régulièrement élu. Elle permet ainsi de ne pas procéder à une nouvelle élection.

La rectification et la réformation supposent toutefois d'être en mesure de déterminer exactement le nombre des suffrages qui doivent être attribués à chacun des candidats concernés, ce qui est plutôt rare. Le Conseil constitutionnel a réformé une élection

sénatoriale pour la première fois en 2015 (Cons. const., décision n° 2014-4902 SEN, du 12 février 2015 [N° Lexbase : A3008NBZ](#)).

Dans les cas où des irrégularités sont constatées mais où il n'est pas possible de rectifier les résultats en conséquence (car il n'est pas possible de chiffrer précisément les votes affectés par ces irrégularités), le Conseil constitutionnel, s'il les juge de nature à avoir altéré la sincérité du scrutin, annule l'élection.

L'annulation peut être partielle et totale. Elle sera partielle pour les scrutins proportionnels, si les irrégularités n'ont pu avoir un impact que sur l'attribution des derniers sièges. Elle sera totale pour les scrutins uninominaux ou s'il n'est pas possible de déterminer l'impact réel des irrégularités sur la sincérité du scrutin.

Le Conseil constitutionnel peut, en outre, prononcer l'inéligibilité d'un candidat proclamé élu, ce qui peut également conduire, selon le mode de scrutin, à une annulation totale ou partielle.

L'inéligibilité peut être prononcée à titre de sanction.

Ainsi, l'article 41-1, de l'ordonnance n° 58-1067, du 7 novembre 1958, précitée [N° Lexbase : Z82789K3](#), indique que le Conseil constitutionnel, si l'instruction fait apparaître qu'un candidat se trouve dans l'un des cas mentionnés à l'article LO 136-1 du Code électoral [N° Lexbase : L7617LTB](#), prononce son inéligibilité conformément à cet article et, s'il s'agit du candidat proclamé élu, annule son élection.

L'article LO 136-1 du Code électoral [N° Lexbase : L7617LTB](#) prévoit une sanction d'inéligibilité dans le cadre de la législation relative aux comptes de campagne. Plus précisément, un candidat qui n'a pas déposé son compte de campagne, dont le compte de campagne fait apparaître un dépassement du plafond après réformation le cas échéant, ou dont le compte de campagne a été rejeté à bon droit, peut être déclaré inéligible « en cas de volonté de fraude ou de manquement d'une particulière gravité aux règles de financement des campagnes électorales ».

En outre, l'article LO 136-3 du Code électoral [N° Lexbase : L9259LEN](#) dispose également que :

« Saisi d'une contestation contre l'élection, le Conseil constitutionnel peut déclarer inéligible, pour une durée maximale de trois ans, le candidat qui a accompli des manœuvres frauduleuses ayant eu pour objet ou pour effet de porter atteinte à la sincérité du scrutin. [...] Lorsque le Conseil constitutionnel a déclaré inéligible un candidat proclamé élu, il annule son élection » (les articles LO 136-1 [N° Lexbase : L7617LTB](#) et LO 136-3 [N° Lexbase : L9259LEN](#) figurent au sein des dispositions applicables aux députés. C'est l'article LO 296 du Code électoral [N° Lexbase : L0639IQQ](#), applicable aux sénateurs, qui y renvoie).

Dans tous les cas, l'inéligibilité est prononcée pour une durée maximale de trois ans et s'applique à toutes les élections. Toutefois, elle n'a pas d'effet sur les mandats acquis antérieurement à la date de la décision.

Le Conseil constitutionnel a fait application de ces dernières dispositions récemment en prononçant trois ans d'inéligibilité à l'égard d'un candidat (qui n'avait toutefois pas été élu), dans un contentieux dont les faits d'espèce étaient tout à fait particuliers :

« Il résulte de l'instruction que M. S., dont il est constant qu'il n'a pas été investi par le parti "La République en marche" dans la 15^e circonscription de Paris et ne bénéficiait pas du soutien de ce parti, a porté sur ses bulletins de vote, en gros caractères et dans un bandeau de couleur, la mention "La République En Marche !". Cette mention, qui a eu pour objet de créer l'apparence d'un soutien de ce parti et ainsi d'induire chez les électeurs une confusion en leur faisant croire que ce candidat était investi par "La République en marche", a été constitutive d'une manœuvre. À cette confusion délibérée sur l'existence d'un soutien du candidat par ce parti politique s'est ajoutée celle créée sur l'identité même de ce candidat, en raison de l'utilisation par M. S. du nom "Jean de Bourbon" sur ses bulletins de vote. » (Cons. const., décision n° 2021-5726 AN, du 28 janvier 2022 [N° Lexbase : Z983691Z](#))

7-2-2. Les contentieux du financement des campagnes électorales

E228103U

La saisine du Conseil constitutionnel par la CNCCFP

Sur le financement des élections sénatoriales, v. [supra](#).

Lorsque la CNCCFP a constaté que le compte de campagne n'a pas été déposé dans le délai prescrit, si le compte a été rejeté ou si, le cas échéant après réformation, il fait apparaître un dépassement du plafond des dépenses électorales, la commission saisit le juge de l'élection (C. élec., art. L. 52-15 [N° Lexbase : L7614LT8](#), par renvoi de l'article L. 308-1 du même code [N° Lexbase : L78641YW](#)).

Il en est de même en cas de dépenses postérieures à la désignation du mandataire financier (Cons. const., décision n° 2022-5735 SEN, du 17 juin 2022 [N° Lexbase : Z310742D](#) ; Cons. const., décision n° 2021-5705 SEN, du 9 juillet 2021 [N° Lexbase : Z836321K](#) ; Cons. const., décision n° 2021-5703 SEN, du 9 juillet 2021 [N° Lexbase : Z836201K](#)).

Un candidat ayant bénéficié de dons consentis par des personnes physiques est tenu de déposer un compte de campagne, sous peine d'inéligibilité (Cons. const., décision n° 2021-5695 SEN, du 7 juillet 2021 [N° Lexbase : Z769641K](#)).

En outre, si le dépôt d'une attestation d'absence de dépense et de recette, établie par le mandataire financier, dispense le candidat de l'obligation de déposer un compte de campagne, cette attestation doit être accompagnée des justificatifs qui en confirment les termes (Cons. const., décision n° 2018-5652 SEN, du 16 novembre 2018 [N° Lexbase : Z240358B](#)).

La saisine du juge de l'élection, à savoir le Conseil constitutionnel, tend à ce que ce dernier recherche s'il y a lieu ou non de prononcer l'inéligibilité du candidat sur le fondement de l'article LO 136-1 susmentionné du Code électoral [N° Lexbase : L7617LTB](#).

Pour cela, il recherche d'abord si la CNCCFP a statué ou non à bon droit. Le candidat concerné peut contester le bien-fondé de la décision prise par la Commission.

Si la CNCCFP a statué à bon droit, le Conseil constitutionnel apprécie s'il y a eu volonté de fraude ou manquement d'une particulière gravité aux règles de financement des campagnes électorales et, le cas échéant, prononce l'inéligibilité du candidat pour une durée maximale de trois ans.

C'est le cas pour un candidat dont le compte de campagne n'a pas été présenté par un membre de l'Ordre des experts-comptables, dont le mandataire n'a pas ouvert de compte bancaire, et qui a réglé directement la totalité des dépenses engagées en vue de

l'élection (Cons. const., décision n° 2021-5707 SEN, du 9 juillet 2021 [N° Lexbase : Z836441K](#)).

Il en est de même pour un candidat qui n'a pas déposé de compte de campagne alors qu'il y était tenu (Cons. const., décision n° 2021-5714 SEN, du 7 juillet 2021 [N° Lexbase : Z771211K](#) ; Cons. const., décision n° 2021-5702 SEN, du 7 juillet 2021 [N° Lexbase : Z770481K](#)), **ou qui l'a déposé hors délai sans que des** circonstances particulières fussent de nature à justifier ce retard (Cons. const., décision n° 2018-5629 SEN, du 23 novembre 2018 [N° Lexbase : Z475568B](#) ; Cons. const., décision n° 2018-5624 SEN, du 16 novembre 2018 [N° Lexbase : Z239728B](#)).

Il en est de même pour le candidat dont le compte ne présente ni recette ni dépense, le candidat a indiqué avoir engagé des dépenses à hauteur de cinq cents euros et quarante-six centimes (Cons. const., décision n° 2018-5656 SEN, du 23 novembre 2018 [N° Lexbase : Z476068B](#)).

Est rejeté à bon droit le compte de campagne du candidat qui a réglé directement, avant la désignation de son mandataire financier, des dépenses représentant 39 % du montant total de ses dépenses et 6,85 % du plafond des dépenses autorisées, et qui n'a pas demandé le remboursement de ces dépenses par le mandataire (Cons. const., décision n° 2018-5650 SEN, du 23 novembre 2018 [N° Lexbase : Z475788B](#)).

Mais le candidat à qui est reproché l'envoi tardif de son compte de campagne à la CNCCFP, imputable à une carence de son mandataire financier, n'encourt pas de peine d'inéligibilité (Cons. const., décision n° 2021-5713 SEN, du 9 juillet 2021 [N° Lexbase : Z836891K](#)). Il en est de même pour le candidat qui a déposé tardivement son compte de campagne devant la CNCCFP, mais qui a produit devant le Conseil constitutionnel une attestation de sa banque confirmant que le compte ouvert par son mandataire financier n'avait connu aucun mouvement (Cons. const., décision n° 2021-5717 SEN, du 7 juillet 2021 [N° Lexbase : Z771561K](#) ; Cons. const., décision n° 2021-5709 SEN, du 7 juillet 2021 [N° Lexbase : Z770831K](#)).

L'inéligibilité s'applique à toutes les élections. Toutefois, elle n'a pas d'effet sur les mandats acquis antérieurement à la date de la décision.

Lorsque le Conseil constitutionnel a déclaré inéligible un candidat proclamé élu, il annule son élection ou, si l'élection n'a pas été contestée, le déclare démissionnaire d'office.

Si la CNCCFP n'a pas statué à bon droit, le Conseil constitutionnel fixe dans sa décision le montant du remboursement forfaitaire dû au candidat (C. élec., art. LO 136-1 [N° Lexbase : L7617LTB](#)).

Les contentieux du remboursement des comptes de campagne

Si un candidat conteste le montant du remboursement de l'État arrêté par la CNCCFP, il peut alors saisir, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la décision de la Commission, le tribunal administratif de Paris (CJA, art. R. 312-1 [N° Lexbase : L9928LAX](#)), juge du compte. Il peut ou non faire précéder cette saisine d'un recours gracieux devant la CNCCFP.

Il s'agit d'un recours de plein contentieux, de sorte que le ministère d'avocat est obligatoire et que le juge peut modifier le montant du remboursement arrêté par la Commission et arrêter le nouveau montant du remboursement forfaitaire.

8. Sources

E228203W

Constitution française, du 4 octobre 1958, art. 23 [N° Lexbase : L1282A9D](#), 24 [N° Lexbase : L1283A9E](#), 25 [N° Lexbase : L1284A9G](#) et 28 [N° Lexbase : L1287A9K](#)

Code électoral : livre II sur l'élection des sénateurs des départements (C. élec., art. LO 274 à L. 327 [N° Lexbase : L9530H3D](#) et R. 130-1 et suivants [N° Lexbase : L2943LUK](#))

Loi n° 2023-55, du 2 février 2023, sur le déroulement des élections sénatoriales [N° Lexbase : L7096MGW](#) – explications

Mémento à l'usage des candidats, ministre de l'Intérieur, août 2020

Guide du candidat et du mandataire, CNCCFP, 2021

Commentaires du Conseil constitutionnel sur les élections sénatoriales passées

9. Bibliographie

E228303X

R. Rambaud, *Droit des élections et des référendums politiques*, LGDJ, 2019

J.-P. Camby, *Élections parlementaires : contentieux du financement + règles contentieuses générales et contentieux du déroulement des élections*, Répertoire de contentieux administratif, Dalloz, 2022

J.-E. Gicquel, *Parlement*, JCI Administratif, fascicule 102, 2021

B. Malignier, *Contentieux des élections parlementaires - Compétence et procédure*, JCI Administratif, fascicule 1467, 2011

B. Malignier, *Contentieux des élections parlementaires - Contrôle au fond*, JCI Administratif, fascicule 1470, 2019